Horizons et débats

Horizons et débats Case postale 729, CH-8044 Zurich Tél.: 441 44 350 65 50 Fax: +41 44 350 65 51 hd@zeit-fragen.ch www.horizons-et-debats.ch CCP 87-748485-6

8044 Zürich

Nº 18

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal Zeit-Fragen

Sécurité nationale par la «gestion à l'aide de mauvaises expériences»

par Peter Regli, ancien divisionnaire*

La Suisse est un pays heureux. Elle est entourée de voisins, qui ont à lutter avec des problèmes qui ne nous affectent guère. La situation interne, la paix sociale et la cohésion nationale sont en danger dans un grand nombre d'Etats de l'UE. Le monde et l'Europe sont devenus une poudrière, mais il est toujours permis de fumer.

Dans cette situation confuse et de plus en plus critique une appréciation de la situation devient toujours plus exigeante. A tous les niveaux, les leaders politiques sont confrontés à de nouveaux scénarios complexes et inconnus. Ces cadres y sont très souvent mal préparés, ne réfléchissent pas assez avant d'agir et n'ont pas de visions stratégiques. Des troubles sociaux, des courants politiques extrémistes et des médias sociaux échappant à tout contrôle peuvent mener à de nouvelles situations de crise et dépasser les gouvernements. Les évènements correspondants des derniers temps, notamment en Grèce, en France, en Espagne, en Hongrie et en Italie, doivent nous faire dresser l'oreille.

Les succès économique de la Suisse et notre ordre social libéral présupposent la sécurité. La sécurité nationale est la condition préalable pour notre prospérité, pour la paix et l'ordre à l'intérieur du pays ainsi que pour la confiance de l'étranger en notre place financière, industrielle et scientifique.

Depuis plusieurs années, le Conseil fédéral dirige la sécurité nationale, en particulier notre armée de milice, à l'aide des finances. Dans le jugement de la situation sécuritaire (pour autant qu'elle ait lieu), il n'attache pas assez d'importance aux risques et dangers actuels et futurs ainsi qu'à leur apparitions dans des scénarios complexes. Les événements ayant lieu autour de nous, notamment les attentats terroristes, les troubles sociaux, les mouvements extrémistes (par exemple l'extrême gauche, les anarchistes, les néo-nazis, les islamistes et les djihadistes), les cyber-attaques, l'espionnage, la criminalité organisée ne paraissent pas préoccuper et secouer nos dirigeants politiques.

«Depuis plusieurs années, le Conseil fédéral dirige la sécurité nationale, en particulier notre armée de milice, à l'aide des finances. Dans le jugement de la situation sécuritaire (pour autant qu'elle ait lieu), il n'attache pas assez d'importance aux risques et dangers actuels et futurs ainsi qu'à leur apparitions dans des scénarios complexes.»

Il faut craindre que face à un tel comportement, il ne reste que la «gestion à l'aide de mauvaises expériences» qui pourrait mener à des mesures concrètes dans le domaine de la sécurité nationale. Outre les Etats-Unis avec leur 11-Septembre, il y a par exemple aussi la Norvège qui a dû faire une mauvaise expérience avec l'attentat du 22 juillet 2011, perpétré par Anders Breivik, et la République fédérale allemande avec les «assassinats kebab», perpétrés par la droite radicale.

Selon la volonté de nos responsables politiques, la sécurité nationale s'est transformée en une «sécurité de beau temps». Les facultés de savoir diriger à l'échelon le plus élevé et les moyens disponibles ne sont adaptés ni aux orages ni aux tremblements de terre. On refuse à l'armée les moyens nécessaires pour assumer entièrement ses tâches. Les services de renseignement, la première ligne de défense, attendent toujours et encore urgemment leurs bases juridiques actualisées (une loi moderne sur les services de renseignements). La plupart des corps de police cantonaux et le corps des gardes-frontière n'ont pas assez de ressources personnelles. Lors de la révision 2011, le Parlement a édulcoré de telle manière la loi pénale, que son efficacité est menacée. Notamment les bandes criminelles étrangères, nullement intimidées par des peines pécuniaires conditionnelles, ne se privent pas de faire leurs razzias.

Que cela convienne ou pas aux socialistes, aux Verts et au Groupe pour une Suisse sans armée: notre armée de milice est et reste une réserve stratégique du gouvernement de notre pays. En cas de crise complexe et prolongée, qui pourrait déborder de l'étranger vers la Suisse, nos autorités cantonales seraient après 2 à 3 jours à bout de souffle. La police sous dotée et le corps des gardes-frontière auraient alors urgemment besoin de soutien. Dans un tel cas, seule l'armée pourrait aider. Elle est capable d'être mobilisée rapidement, de manière ciblée et bien organisée et avec un bon impact. Maintes fois, par exemple lors de grandes manifestations tels le G8, l'Euro 08, le sommet de la Francophonie, les WEF, ainsi que lors d'incendies de forêt et d'inondations, l'armée a démontré au cours des dernières années ses capacités à protéger, secourir et aider. Le chef du DDPS se sent responsable de pouvoir assurer ces interventions avec l'armée en tant que réserve stratégique à tout moment et de façon optimale, dans le pire des cas aussi pour le véritable combat.

Le Conseil fédéral ne veut pas accorder à l'armée davantage que 4,7 milliards de francs par année (dont 300 millions pour le JAS-39 Gripen). Cette instruction force la direction de l'armée à faire des ajustements douloureux au niveau des prestations et des infrastructures (aussi cantonales) et à nouveau au niveau du personnel. Une restructuration rapide et conséquente de notre armée de milice, adaptée aux scénarios futurs, est



Peter Regli (photo mad)

urgente. Les mesures communiquées en avril par le chef du DDPS sont nécessaires, adaptées à la situation et orientées vers l'avenir. C'est au Parlement dominé par les partis bourgeois de veiller à ce que l'armée obtienne dans un premier pas 5 milliards de francs par an pour le strict nécessaire (inclus les JAS-39 Gripen). Par la suite, l'armée doit continuer à être développée de manière ciblée et conséquente, afin d'être capable de réagir aux incertitudes du futur.

A l'avenir, l'Europe et la Suisse seront confrontés à des scénarios asymétriques. Des acteurs dans l'ombre, sans s'en tenir aux règles du jeu et aux conventions, méprisant le genre humain et d'un comportement partiellement totalitaire, vont de nouveau défier l'Etat de droit démocratique de manière inattendue et brutale, tout en utilisant le cyberespace et les médias sociaux. Un attentat, à l'instar de celui du 15 avril à Boston, est possible partout. Une telle situation mettrait, de manière impitoyable, notre réseau national de sécurité à l'épreuve.

Le Conseil fédéral et le Parlement devraient consciemment «attendre l'inattendu» et pratiquer une politique de sécurité responsable et prévoyante.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 6/5/13 (Traduction Horizons et débats)

Indignation hypocrite de la part de Bruxelles

Pourquoi la Suisse est le souffre-douleur préféré de l'Europe

Un commentaire de Wolfgang Koydl, Zurich

La Suisse veut limiter l'immigration de citoyens de l'UE – et l'Europe s'en indigne. Mais l'excitation des pays limitrophes est hypocrite et détourne le public de leurs propres fautes et négligences. Les Confédérés vont mieux parce qu'ils font mieux beaucoup de choses.

Présumons que chaque année 800000 réfugiés économiques arrivent en Allemagne de toutes les parties de l'Union européenne pour chercher salaire et pain – outre les quelques quatre millions de Polonais qui, au cours des années écoulées, ont conquis de plus en plus de métiers, de la caissière chez ALDI à l'universitaire. A quel point la politique réagirait avec sang-froid? A quel point les gros titres de la «BILD-Zeitung» seraient-ils modérés?

Et pourtant ce sont-là les dimensions, estimées pour la République fédérale, auxquelles la Suisse doit faire face depuis plusieurs années: environ 350000 Allemands travaillent durablement dans notre pays, et l'afflux total de l'UE s'élève à presque 1% de la population totale de la Suisse – par année. Il est facile de s'imaginer quelles en sont les conséquences pour le marché du logement, les écoles et les infrastructures.

Et l'on prétend que non, comme le prouve l'indignation hypocrite de Bruxelles concernant la limitation de l'arrivée de citoyens de l'UE décidée par le gouvernement de Berne. Dans tout cela, on ne veut pas voir que la mesure prise par la Suisse est avant tout de caractère symbolique pour la politique intérieure du pays: elle concerne environ 3000 personnes, n'est valable que pour les immigrés qui veulent rester plus de cinq ans, et se terminera sans autre suite dans une année.

Mais il s'agit d'autre chose quand les Européens veulent faire leur fête aux Confédérés prétendument têtus et sournois. Avec la Suisse, on semble avoir trouvé un souffredouleur idéal auquel on peut reprocher ses propres fautes et négligences, et dont font partie notamment les systèmes fiscaux injustes à cause de leur opacité, et la politique industrielle ratée ou manquante. Alors, la devise: «C'est qui le voleur?»

Les raisons des petites et grandes évasions vers la Suisse, - que ce soit de l'argent non imposé ou des employés sans emploi - ne doivent pas être cherchées dans notre Confédération, mais dans les pays européens autour de nous.

Oui, il y a des conseillers de banque suisses qui ont élaboré des modèles pour limiter les charges fiscales de clients allemands. Mais ils n'ont pas volé leur argent pour le transporter à Zurich. Tous ces dentistes, avocats et personnes de la classe moyenne sont venus en Suisse de leur propre gré. Et pas toujours pour commettre des fraudes fiscales, mais souvent parce qu'ils ont davantage de confiance dans le franc suisse et une banque suisse que dans l'euro et la Deutsche Bank.

Les employés européens qui se trouvent à Lucerne ou à Lausanne n'ont pas non plus été faits prisonniers par des mercenaires confédérés et traînés au-delà de la frontière en tant que déportés du travail. Ils sont aussi venus de leur propre gré parce qu'ils ont trouvé en Suisse des emplois bien rémunérés et de bonnes conditions de travail.

Car la Suisse se porte toujours et encore assez bien, «merci viilmal». Finalement elle doit importer de la main-d'œuvre justement parce qu'elle a de la peine à accomplir la fabrication de la grande quantité de produits qu'elle exporte dans le monde entier.

Source: Süddeutsche Zeitung du 26/4/13 (Traduction *Horizons et débats*)

«Contre l'esprit borné»

L'article intitulé «Contre l'esprit borné» de Peter Forster, rédacteur en chef du Schweizer Soldat, mérite d'être salué, il est courageux et opportun. Utiliser le «politiquement correct» dans le domaine militaire est absurde est inacceptable. Cela confirme les craintes que notre petite Suisse risque de se transformer de l'admirable «Sonderfall» en un petit pays mesquin à la suite d'une métamorphose dirigée par les autorités. Malheureusement, on peut constater dans divers autres domaines des tendances similaires à celles que le colonel Forster dénonce; notamment lors de jugements dont la clémence déplacée laisse supposer que certains juges négligent le «juridiquement correct» par crainte de s'exposer à des actes de vengeance contre eux-mêmes ou leur famille.

> Hans-Georg Bandi, ancien colonel, Berne

Ancien chef des services de renseignement suisses, aujourd'hui actif dans le domaine de la sécurité nationale.

Des solutions à la crise de l'euro sans turbulences ni violences

Wilhelm Hankel et Oskar Lafontaine se sont manifestés

par Karl Müller

La décision des gouvernements de l'UE, au début des années 90, de mettre en place l'Union économique et monétaire (UEM) ce qui impliquait une monnaie unique, ne fut pas le résultat d'une réflexion économique approfondie, mais celui d'objectifs politiques assez contraires des gouvernements impliqués. Les écrits consacrés à l'histoire de l'euro¹ en apportent la preuve. Il est par exemple largement connu que le gouvernement français n'était plus disposé à accepter la Deutsche Mark en tant que monnaie de référence en Europe et que le gouvernement allemand continuait à penser que la plus grande menace pour l'Europe était la souveraineté des Etats nationaux. C'est pourquoi il conçut la mise en place de l'UEM et l'introduction de l'euro, devant être un pas important pour installer une Union politique au sein de l'UE, et privant les Etats nationaux de leur souveraineté.

Mais déjà lors de l'introduction de l'euro, tous les participants savaient qu'il fallait répondre à de nombreuses conditions pour que la monnaie unique puisse fonctionner et que ces dernières n'étaient pas respectées. Les responsables d'alors ne s'en préoccupèrent pas pour des raisons politiques, croyant pouvoir installer des faits accomplis permettant de poursuivre les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Ils ont jeté de la poudre aux yeux des populations en prétextant la création d'une communauté stable destinée à une coopération financière (et économique) décidée par des accords («critères de convergence»). Les experts s'en étaient déjà rendu compte au moment de la décision d'introduire l'euro, ce qui n'empêcha pas les responsables d'aller jusqu'au bout.

Maintenant c'est aux populations de l'Europe de payer les pots cassés, c'est-à-dire les erreurs et les négligences politiques. Et les seules alternatives, évoquées sur la base d'une menace, - désordre en Europe ou super-Etat européen – laissent les gens pantois.

Mais cela seulement au premier coup d'œil. Car personne, parmi toutes celles et tous ceux qui croient encore en la démocratie et la liberté, dans la paix et le droit, ne peut accepter cette alternative. A travers tous les partis et toutes les couches de populations se trouvent des esprits qui recherchent de véritables alternatives, renonçant à vouloir revenir en arrière à l'époque d'avant l'introduction de l'euro.

Parmi ces esprits se trouve le professeur Wilhelm Hankel, lequel a présenté dans une interview (Horizons et débats nº 14 du 22/4/13) sa conception d'une réintroduction des monnaies nationales tout en conservant l'euro. Son texte a paru récemment dans un livre².

Et à présent, l'ancien chef du parti socialiste et candidat à la chancellerie, puis plus tard chef du parti «Die Linke», Oskar Lafontaine, s'est manifesté par une contribution écrite. Il diagnostique, tout comme le professeur Hankel, qu'on ne peut ni ne doit continuer avec l'euro comme si de rien n'était. Il propose une monnaie européenne dotée d'un serpent monétaire de monnaies nationales, pour permettre à ces dernières de dévaluer ou réévaluer, d'après une convention commune, leurs monnaies afin de surmonter les énormes inégalités en matière d'économie. Il est particulièrement important qu'il s'établisse une communauté de décision, ce qui empêcherait une déclaration de guerre monétaire. A cela s'ajoute la réflexion pour savoir comment amener la libre circulation des capitaux, actuellement sans bornes, sur une voie régulée. Les accords de l'UE devraient déià permettre une telle démarche.

On souhaite vivement d'autres sugges-

car il ne s'agit pas seulement de monnaie, mais bien de la paix, de la liberté, du droit et de la démocratie. Il ne sert à rien de se renvoyer mutuellement la balle, cela creuse au contraire les fossés en Europe.

Que les Etats-Unis exercent actuellement une forte pression en vue d'une union de responsabilité et de dettes, ainsi qu'en faveur d'euro-obligations allant vers un renforcement de la centralisation dans l'UE, rappelle la stratégie de *Jean Monnet* après la Seconde Guerre mondiale, laquelle venait des Etats-Unis, et qui était de profiter des crises pour imposer une centralisation et la perte de la démocratie. Tout ceci n'est pas une approche valable. Il est donc assurément juste de vouloir mettre un terme à ce qui a été entrepris jusqu'à présent, allant dans le faux sens, comme, par exemple, les différents instruments de «sauvetage» tels que le MES, et l'achat d'emprunts d'Etat par la BCE.

L'Europe est un continent de divertions pour la solution de la crise de l'euro, sité culturelle, économique et des tradi-

tions politiques. Toutes les tentatives faites jusqu'à maintenant de construire des empires venaient de la volonté de quelques-uns d'imposer leur pouvoir. On ne pourra pas résoudre les difficultés actuelles en mettant tout le monde au pas. Si l'UE prend ses propres accords au sérieux, elle devrait reconsidérer le principe de subsidiarité dans toute son acception. Que des propositions dans ce sens, venant de tous les bords politiques, pour trouver des solutions pour l'avenir de l'Europe, viennent au jour acteullement, sont un phénomène encourageant.

(Traduction Horizons et débats)

- cf. Wilhelm Hankel. Die Euro-Bombe wird entschärft, 2013 (ISBN 978-3-8004-1516-8); David Marsh, Der Euro, Die geheime Geschichte der neuen Weltwährung, 2009 (ISBN 978-3-86774-045-6); Joachim Starbatty. Tatort Euro. Bürger, schützt das Recht, die Demokratie und euer Vermögen, 2013 (ISBN 978-3-944305-03-5)
- Wilhelm Hankel. Die Euro-Bombe wird entschärft,

Nous avons de nouveau besoin d'un système monétaire européen Etant donné les circonstances actuelles, il faut renoncer à la monnaie unique

par Oskar Lafontaine

La politique européenne d'Angela Merkel est soumise à une pression croissante. Le président de la Commission européenne Manuel Barroso mais également le Premier ministre italien Enrico Letta ont critiqué sa politique d'austérité qui domine en Europe et qui conduit au désastre. Les dirigeants européens savent que les choses ne peuvent continuer ainsi. La situation économique se dégrade de mois en mois, et le chômage a atteint un niveau qui sape de plus en plus les structures démocratiques.

Les Allemands n'ont pas encore pris conscience que les Européens du Sud, y compris la France, seront du fait de la paupérisation économique, forcés de riposter, tôt ou tard, à l'hégémonie allemande. Ils sont plus particulièrement soumis à la pression du dumping salarial pratiqué par l'Allemagne en violation des traités européens depuis le début de l'union monétaire. Merkel se réveillera de son sommeil du juste quand les pays qui souffrent du dumping salarial allemand se mettront d'accord pour imposer un changement de politique de gestion de la crise aux dépens des exportations allemandes.

Une monnaie unique aurait pu être soutenable si les participants s'étaient mis d'accord sur une politique salariale coordonnée et orientée vers la productivité. Pendant les années 1990, comme je pensais qu'une telle coordination était possible, j'étais d'accord avec la création de l'euro. Mais les gouvernements ont contourné les institutions créées en vue de cette coordination, plus particulièrement le dialogue macro-économique. Les espoirs selon lesquels la création de l'euro imposerait une attitude économique rationnelle de toutes les parties se sont avérés vains. Aujourd'hui le système est hors de contrôle. Comme Hans-Werner Sinn l'a récemment écrit dans le Handelsblatt, des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne doivent baisser leurs coûts d'environ 20 à 30% par rapport à la moyenne de l'Union européenne pour atteindre un niveau approximativement équilibré de compétitivité, et l'Allemagne devrait les augmenter d'environ 20%.

Toutefois, les dernières années ont montré qu'une telle politique n'a aucune chance d'être mise en œuvre. Une hausse des salaires, qui est nécessaire dans le cas de l'Allemagne, n'est pas possible avec les organisations patronales et le bloc des partis néolibéraux, formé par la CDU/CSU, le SPD, les libéraux et les Verts, qui ne font que les suivre. Une baisse des salaires, qui signifie des pertes de revenus de l'ordre de 20 à 30% en Europe du Sud, et même en France, conduira au désastre, comme nous le vovons déjà avec l'Espagne, la Grèce et le Portugal.

Si des réajustements réels à la hausse ou à la baisse ne sont pas possibles de cette façon, il devient nécessaire d'abandonner la monnaie unique et de revenir à un système qui rende possible les dévaluations et les réévaluations, comme c'était le cas avec le prédécesseur de la monnaie unique, le Système monétaire européen (SME). Il s'agit fondamentalement de rendre de nouveau possibles des dévaluations et des réévaluations à travers un système de change contrôlé par l'Union européenne. Dans ce but, de stricts contrôles des capitaux seraient l'inévitable première mesure, afin de contrôler les mouvements de capitaux. Après tout, l'Europe a déjà mis en place cette première mesure à Chypre.

Durant une période de transition, il sera nécessaire d'aider les pays dont la monnaie subira de façon certaine une dévaluation pour soutenir son cours, y compris au moyen d'une intervention de la Banque centrale européenne, afin d'éviter un effondrement. Une condition préalable au fonctionnement d'un système monétaire européen serait la réforme du secteur financier et sa stricte régulation, en s'inspirant des caisses d'épargne publiques. Les spéculateurs doivent disparaître.

La transition vers un système permettant des dévaluations et des réévaluations contrôlées serait graduelle. On aurait déjà pu commencer avec la Grèce et Chypre. L'expérience du «serpent monétaire européen» et du SME aurait dû être prise en compte.

Source: http://blogs.mediapart.fr/blog/xipetotec/040513/oskar-lafontaine-lache-leuro-il-fautrestaurer-le-systeme-monetaire-europeen (Traduit de l'allemand par Stathis Kouvélakis)

Nouvelle parution

Changeons courageusement de cap – la politique de sécurité suisse à un tournant Un ouvrage éclairant concernant la situation sécuritaire en Suisse

pd. Une équipe interdisciplinaire de membres du «groupe Giardino» a entrepris d'examiner l'état actuel de l'armée. Le point de départ ont été les incohérences répétées suite aux réformes échouées et les doutes croissants concernant la capacité de l'armée de pouvoir remplir ses tâches constitutionnelles.

Le «groupe Giardino» est une association d'amis de l'armée suisse qui s'engage pour le maintien d'une armée de milice crédible basée sur l'obligation générale de servir. Le «groupe Giardino» comprend des citoyennes et citoyens suisses actifs ou libérés de leurs

obligations militaires de tous les grades et de toutes les professions.

Une analyse brève mais détaillée des facteurs géopolitiques et sécuritaires – prenant en compte le développement militaire, économique et politique - démontre pour la Suisse un considérable potentiel de danger. La situation mondiale est devenue explosive, la seconde guerre froide est en marche et le risque de chantage contre notre pays augmente dangereusement, car, suite à un désarmement massif, non déclaré et anticonstitutionnel depuis 1990 environ, elle n'est plus capable d'honorer son devoir définit par le droit international de défendre son propre territoire.

Les anciens blocs existent aussi dans la seconde guerre froide. L'Europe risque de se faire broyer entre l'Asie et l'Amérique du Nord et ne peut pas s'attendre à un soutien de la part des Etats-Unis. Une partie de l'élite politique a perdu sa droiture et son indépendance – la population doit exiger qu'elle y revienne. Ce livre décrit comment noter pays peut regagner sa marge de manœuvre stratégique.

Une traduction française de cet ouvrage est en préparation.

Le «groupe Giardino» est une association horspartis. Ses membres sont des femmes et des hommes de tout âge qui tiennent à leur engagement civique, actifs ou libérés de leurs obligations militaires. Le but de l'association est d'empêcher la destruction de l'armée de milice, de restaurer la crédibilité de la défense nationale selon la Constitution fédérale et de maintenir le modèle de la neutralité armée.

Selon l'analyse de la situation générale du «groupe Giardino», la politique de sécurité suisse est actuellement dangereusement asymétrique: nous sommes d'un côté face à une économie forte et de l'autre à une politique qui a perdu

sa droiture et son indépendance et une armée désarmée de façon précipitée. La situation sécuritaire mondiale est devenue hautement explosive. L'Europe, et donc aussi la Suisse, risquent de se faire brover entre l'Amérique du Nord et l'Eurasie orientale. La technologie militaire moderne et le manque d'une réponse suisse ont rendu le pays prêt au chantage. La capacité de manœuvre stratégique est actuellement inexistante.

Pour que la Suisse puisse se présenter en tant qu'Etat souverain, l'armée doit de nouveau être capable de le défendre. Cela demande une inspection générale effectuée par des experts indépendants – et non pas par le DDPS ou des entreprises de consultation - et que tous les responsables aient connaissance des faits.

La planification de l'armée doit prendre en compte les ennemis les plus dangereux et non pas les désirs personnels de certains. En se comportant de manière responsable et professionnelle avec les ressources financières, il est tout à fait possible de réaliser une armée capable de défendre le pays à l'aide d'un système en deux classes d'armée qui a fait ses preuves et qui est formé de 120000 hommes pour les devoirs de défense et 180000 hommes pour les services auxiliaires en faveur des autorités civiles.

Franz Betschon



240 pages avec infographies, tableaux et illustrations en couleurs, ISBN 978-3-033-03917-9

«L'Europe peut beaucoup apprendre de l'Amérique latine»

Une décennie perdue pour l'Amérique latine: réflexions au sujet du consumérisme, du service de la dette et des droits de l'Amérique latine

Interview de Rafaël Correa, président de l'Equateur, accordé à Harald Neuber, weltnetz.tv



Président Rafaël Correa (photo mad)

weltnetz.tv: Monsieur le Président, des centaines de milliers d'Européens souffrent actuellement des effets de la crise de l'Euro, notamment dans les pays du Sud de l'UE: la Grèce, Chypre, l'Espagne. Alors que l'UE s'accroche aux vieilles recettes,

votre gouvernement propage le concept du «bien vivre». Beaucoup de citoyens de l'UE se posent justement cette question: comment vivre de la bonne façon? Et surtout: comment un gouvernement peut-il garantir le «le bien vivre»?

Le Président Rafaël Correa: A vrai dire, personne ne peut le garantir, mais on peut en poser les fondements. Ce n'est pourtant pas un concept de mon gouvernement, mais des indigènes. A l'origine, il provient du peuple Aymara en Bolivie. Il a été aussi adopté par les membres des Quichua en Equateur. Dans cette langue, cela s'appelle «Sumak Kawsay». Il s'agit là de vivre en toute dignité, sans aspirer à toujours plus de richesse. Il s'agit de vivre en harmonie avec la nature et son prochain. C'est à partir de cette position des indigènes que se développe la critique de notre gouvernement envers le modèle de consommation des pays occidentaux. Nous aspirons aux mêmes valeurs afin que nos populations puissent vivre en toute dignité, sans aspirer à toujours plus, mais aussi sans connaître le grave manque, dans lequel une grande partie de la population équatorienne et d'Amérique latine est confinée aujourd'hui encore. Le but est de se réaliser soi-même, en harmonie avec les autres cultures et avec la nature.

Lors de votre visite à Berlin vous vous êtes aussi préoccupé de la crise de l'Euro. Lors d'une conférence à l'Université Technique (TU) de Berlin vous avez dit que l'Amérique latine avait déjà suffisamment souffert sous ce que l'Europe vit actuellement. Est-ce que l'Europe peut apprendre de vous?

Cela dépend si le but poursuivi est de surmonter la crise rapidement et avec des contraintes minimales pour la population. Dans une telle situation, il s'agit naturellement d'abord des erreurs qui ont été commises: par exemple lors de l'introduction de l'Euro ou par le manque de réajustement de la productivité et des salaires. Mais si la volonté existe de maîtriser cette crise sans grand dommage pour les citoyens normaux, l'Europe peut beaucoup apprendre de l'Amérique latine. La première leçon est de ne pas faire les mêmes erreurs que nous avons faites. Car les mesures prises en Amérique latine ont prolongé et aggravé la crise. Et nous observons justement la même politique actuellement en Europe.

Mercredi, vous avez rencontré la chancelière Angela Merkel à Berlin. Avez-vous l'impression que l'Allemagne et l'Europe sont à l'écoute de l'Amérique latine?

Vous savez, en général je ne donne pas de conseils tant que l'on ne me le demande pas. Mais à l'Université de Berlin on nous a proposé le sujet «voies pour sortir de la crise». Nous avons donc pour cela comparé quelques crises en Amérique latine avec les problèmes actuels en Europe. Les ressemblances sont frappantes. Au début des années 80, nous avions aussi une crise d'endettement. Elle venait du fait que le capital financier international nous a pour ainsi dire imposé des emprunts. Et lorsque la crise est arrivée, nous nous sommes trouvés face au problème du surendettement. Dans beaucoup de cas cet argent superflu des marchés financiers a été versé à des dictatures sans aucun contrôle social ou sans légitimation démocratique. Lorsque la crise s'est développée, le Fond monétaire international est arrivé avec ses soi-disant paquets d'aide. Est-ce qu'il s'agissait de surmonter cette crise? Non, il s'agis«Lorsque la crise s'est développée, le Fond monétaire international est arrivé avec ses soi-disant paquets d'aide. Est-ce qu'il s'agissait de surmonter cette crise? Non, il s'agissait pour lui de garantir le remboursement de ces dettes immenses. C'est pour cela que la résolution de la crise a été retardée de plus de dix ans.»

sait pour lui de garantir le remboursement de ces dettes immenses. C'est pour cela que la résolution de la crise a été retardée de plus de dix ans. Aujourd'hui on parle de la décennie perdue pour l'Amérique latine. L'Equateur, par exemple, a démarré dans les années 90 avec le même revenu par tête que ce pays avait déjà enregistré en 1976. Et tout cela parce que l'on a servi les intérêts des banques et non pas les intérêts des populations. Nous voyons cette erreur aujourd'hui aussi en Europe.

Un nouveau dialogue entre les pays du Nord et du Sud est-il nécessaire? L'ONU ne peut apparemment pas remplir cette fonction.

La leçon est pourtant et cela je l'ai dit à la TU de Berlin, que l'Europe doit réfléchir aujourd'hui sur l'économie politique. Il y a dans cette crise de grands problèmes politiques, pas de problèmes techniques. Il s'agit de savoir qui a le pouvoir dans la société. Ne nous voilons pas la face: en Equateur aussi, la haute finance a dicté la politique par le passé.

C'est, je crois, le grand défi de l'humanité au XXI^e siècle: que les êtres humains Pour cette raison nous créons un nouveau système de facturation. Si je dépense 500 millions de dollars américains et le partenaire commercial régional 400 millions de dollars, avons-nous besoin de 900 millions? Non, nous facturons cela réciproquement et nous n'avons plus besoin que de 100 millions. Cela est une chose.

Une autre absurdité est la politique des banques centrales autonomes qui ont sorti les réserves nationales hors du pays. En Equateur, nous avons déjà corrigé cela. Nous parlons ici de 400 milliards de dollars, avec lesquels nous avons financé des pays riches. Pour ces réserves dans leurs banques nous avons reçu seulement 0,5% d'intérêts, peutêtre jusqu'à 1%. Mais en échange nous avons dû emprunter de l'argent à des taux d'intérêts de 6 à 7%.

Cela est absurde. Si nous conservons nos réserves dans la région, nous pourrons travailler nous-mêmes avec cet argent. Nous pourrons regrouper les réserves. Nous aurions donc besoin de moins de réserves et les moyens disponibles pourraient être utilisés pour le financement des initiatives régio-

sitent pas à renverser et à assassiner des présidents. Nous devons résister à ces forces-là et les vaincre dans nos Etats américains. Le problème est que l'Amérique latine n'est pas considérée dans son contexte par l'Europe et les USA. Quand je suis invité à des conférences aux Etats-Unis, je prie en général les auditeurs de se souvenir de la lutte pour les droits des citoyens dans les années 60 afin de comprendre la situation actuelle en Amérique latine ou bien à la lutte contre l'esclavage, cause pour laquelle les USA se sont retrouvés dans une guerre civile et se sont presque écroulés. C'est une meilleure comparaison et un meilleur contexte pour comprendre le déroulement actuel en Amérique latine.

Est-ce que le conflit après les élections récentes au Venezuela s'explique aussi par les différences massives dans les sociétés? Oui. La droite vénézuélienne a toujours essayé d'atteindre un résultat un peu juste pour mettre en place ses plans de déstabilisation. Aussi à l'époque d'Hugo Chávez. Heureusement, tous les résultats électoraux étaient pendant son mandat très clairs et cela a contrecarré ses plans. Si Hugo Chávez avait seulement gagné avec un faible taux de différence, l'opposition n'aurait pas reconnu sa victoire jusqu'à aujourd'hui.

Malheureusement, Hugo Chávez est mort maintenant. Je le regrette encore et toujours car il n'était pas seulement le président du Venezuela, mais c'est aussi un ami cher qui nous a quittés. La mort d'Hugo Chávez a de nouveau motivé l'opposition à influencer la situation à son profit.

Le candidat de l'opposition perdant, *Henrique Capriles*, s'est imposé lors des dernières élections du gouverneur seulement avec une avance de quelques 10000 voix. Selon l'argument qu'il avance aujourd'hui, il n'aurait pas dû prendre ses fonctions à l'époque. *Nicolás Maduro* s'est imposé dimanche dernier [14 avril 2013] avec plus de 200 000 voix. Cela correspond à 1% des voix. L'opposition a profité de ce fait pour créer des troubles auxquels ils ont toujours aspiré.

Le gouvernement équatorien a une position très claire. Après l'élection, on doit vérifier ce qui est à vérifier. C'est la décision des Vénézuéliens et de leurs institutions étatiques. Pour nous, Nicolás Maduro reste le gagnant de cette élection. Nous devons aller très clairement à l'encontre des tentatives de déstabilisation, qui ont eu lieu également sous le gouvernement de Chávez. Sous son mandat, la différence en pourcentage par rapport à l'opposition était seulement plus grande.

Parlons des relations avec les médias. Pourquoi les gouvernements réformateurs de gauche sont-ils en conflit permanent avec les médias?

Qui, pensez-vous, appartient aux adversaires des processus en cours sur lesquels nous venons de parler? C'est-à-dire à ceux qui fabriquent le chaos et font des putsch? Qui était le plus grand conspirateur à l'époque du gouvernement de *Salvador Allende*? Le quotidien «El Mercurio»! On n'en parle plus aujourd'hui, parce qu'on dit aussitôt que c'est une atteinte à la liberté d'expression.

Nous faisons, très bien, la distinction entre la liberté d'expression et certaines affaires corrompues des groupes de presse, qui, par le passé, n'étaient rien d'autre que des instruments politiques pour préserver le statut quo. Comment peut-on ne pas critiquer la presse bourgeoise quand elle fait partie des représentants des forces qui ont dominé et exploité notre pays? Ce n'est pourtant pas seulement un problème de nos Etats, mais de tous les êtres humains dans le monde. Imaginez-vous: ce que nous savons et ce que nous ne savons pas, et ce que nous pensons sur les personnes que l'on n'a jamais rencontrées, dépend des groupes privés qui s'occupent du commerce de l'information. Des groupes qui choisiront toujours le profit quand il s'agit du droit à l'information et des propres intérêts.

«Au début des années 80, nous avions aussi une crise d'endettement. Elle venait du fait que le capital financier international nous a pour ainsi dire imposé des emprunts.»

reprennent le contrôle sur le capital. L'être humain est finalement devenu un autre instrument supplémentaire de l'accumulation du capital. Voyez-vous, il n'y a pratiquement plus d'Etats, mais seulement des marchés. Je vois dans le traitement de la crise de l'Euro, justement tout ce qui s'est passé en Amérique latine dans les années 1980 et en Equateur lors de la grande crise de 1999. Tout était orienté selon le capital, non pas selon l'être humain.

Ces dernières années, en Amérique latine, se sont créées de nombreuses alliances comme la Celac ou l'Alba. Comment est-ce que cela a modifié la politique internationale et comment peut-on influencer l'architecture financière?

Cela peut changer beaucoup de choses. Nous développons ces projets pas à pas et nous en avons déjà atteint beaucoup. L'objectif de l'Union des Etats d'Amérique du Sud, l'Unasur, depuis sa création en 2008, va bien au-delà de ce que l'Union européenne a développé dans le même laps de temps, par exemple dans le commerce. Il est tout de même étonnant de voir comment 27 pays avec des sujets et des cultures politiques différentes, des religions et des langues différentes, ont pu s'associer. Et il est tout aussi étonnant de constater que les pays d'Amérique latine avec des langues, des cultures et des systèmes politiques presque semblables n'y soient pas parvenus. Par exemple dans la nouvelle architecture financière régionale, que nous discutons actuellement et que nous développerons, je l'espère, bientôt. Tout cela a déjà commencé avec un nouveau système de compensation dans le commerce.

nales. Ce sont des choses évidentes. Ce sont des missions de coordination. En outre, nous travaillons à l'évolution de la «Banque du Sud», une banque de développement, qui prêtera de l'argent pour des projets d'infrastructure et de développement dans des conditions appropriées.

Il y a aussi des résistances contre la politique de la nouvelle gauche en Amérique latine. Au Honduras et au Paraguay, des gouvernements progressifs ont été renversés. Il y avait une tentative de putsch contre votre gouvernement, ainsi qu'en Bolivie et au Venezuela. Est-ce que l'impression que les gouvernements de gauche en Amérique latine n'arrivent pas à créer un consensus politique est réelle?

Comment pouvons-nous atteindre un consensus si nous détruisons justement des siècles de structures établies? Vous avez évoqué cinq tentatives de déstabilisation, dont deux ont réussi. Toutes les tentatives de putsch et de coup d'Etats se dirigeaient contre des gouvernements progressifs. Aucun gouvernement de droite n'était concerné. Cela montre clairement ce qui se passe. Apparemment nous sommes le danger. La démocratie est bonne aussi longtemps qu'elle n'entreprend pas de changement. Mais avec les nouvelles démocraties et les gouvernements progressifs il y a un changement et cela fait monter des ennemis puissants sur les barricades. Il ne faut pas croire que l'Amérique latine ait été un paradis, un exemple social et économique. Il y existait des injustices et des inégalités.

Quand cela leur plaît, ils défendent la démocratie, mais quand nous réformons les données de manière démocratique, ils n'hé-

«Imaginez-vous: ce que nous savons et ce que nous ne savons pas, et ce que nous pensons sur les personnes que l'on n'a jamais rencontrées, dépend des groupes privés qui s'occupent du commerce de l'information. Des groupes qui choisiront toujours le profit quand il s'agit du droit à l'information et des propres intérêts.»

Couper aux spin-doctors le chemin de la guerre

Carla Del Ponte rend les rebelles responsables de l'utilisation de gaz toxiques en Syrie «Du sarin en mains des rebelles»

Interview de Carla Del Ponte

Un autre grand souci international à propos de la Syrie concerne l'utilisation d'armes chimiques. On en parle depuis des semaines. Le monde entier observe avec grande préoccupation les arsenaux du régime, mais la situation sur place pourrait être bien différente.

Pour la première fois, Carla Del Ponte dévoile dans une interview de RSI (Radiotelevisione svizzera) que la commission d'enquête de l'ONU concernant la Syrie, dont elle fait partie, dispose d'indices concrets et sérieux que les rebelles ont utilisé des armes chimiques.

Resy Canonica a rencontré Madame Del Ponte.

Carla Del Ponte: Lors de notre enquête – c'est-à-dire que notre équipe d'enquête

interroge dans les pays voisins les diverses victimes ainsi que les médecins dans les hôpitaux de campagne sur place – j'ai lu la semaine dernière dans un rapport qu'il y a des indices concrets, même s'ils ne sont pas encore prouvés de façon irréfutable, que du sarin a été utilisé. On peut déduire cela de la façon dont les victimes ont été traitées. Et qu'il a été utilisé par les opposants, donc par les rebelles, et non pas par le gouvernement. Cela me semble significatif. Ce n'est pas étonnant, car des combattants étrangers se sont infiltrés au sein de l'opposition, des gens qui viennent de l'extérieur, des guérilleros etc. Donc, bien que nous ne menions actuellement pas d'enquête spécifique sur les armes chimiques, nous avons des indices que si des armes chimiques ont été utilisées, cela s'est fait du côté de l'opposition.

Madame Del Ponte, le travail de la commission conduira-t-il à des résultats concrets? Je dis souvent que nous représentons un alibi pour la communauté internationale. Cela veut dire que nous poursuivons nos enquêtes, nous les faisons bien, nous travaillons bien. Mais si ensuite personne ne se soucie de donner à un tribunal la compétence de sanctionner ces crimes, notre travail est inutile.

Donc entre temps, après plus de deux ans, il serait temps que la communauté internationale, le Conseil de sécurité, se décide à transmettre ces cas à la Cour permanente de justice, afin que notre travail puisse être présenté dans le domaine judiciaire.

Mais pendant ces deux ans de conflit, ce ne sont que les armes qui ont parlé. La diplomatie, a-t-elle échoué?

Savez-vous de qui dépendent d'éventuelles négociations de paix? Cela dépend des Etats-Unis et de la Russie. Si les Etats-Unis et la Russie se mettent à une table et trouvent



Carla Del Ponte (photo mad)

un accord, nous pourrions avoir la paix en Syrie. Malheureusement, cela ne s'est pas encore réalisé, mais il y a toujours encore un petit espoir.

Source: *Radiotelevisione svizzera RSI*, 5/5/13, 18h32 (*Traduction Horizons et débats*)

thk. En tant qu'ancienne procureure générale de la Confédération et procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Del Ponte ne s'est pas fait que des amis. Il est possible qu'elle s'exprime parfois de façon trop énergique, comme certains médias internationaux pensent le croire. Qu'elle ait, en tant que membre de l'«UN-fact-finding-mission» qui a la tâche de prouver si du gaz toxique a été utilisé en Syrie, rendu responsables les rebelles, tout en admettant ne pas avoir de preuves irréfutables, peut paraître quelque peu précipité. Certainement du point de vue de ceux qui auraient - avec la «preuve» de l'utilisation de gaz toxiques par le gouvernement – enfin obtenu la «justification» pour une intervention. La menace de *Barack Obama* que l'utilisation de gaz toxiques représenterait le «dépassement de la ligne rouge» et provoquerait «une intervention militaire inévitable» reste imminente.

Tout cela nous fait penser à des exemples historiques connus: l'attaque du destroyer étatsunien *Maddox* dans le golfe du Tonkin par le Viêt-Nam du Nord, inventée de toute pièce par les Etats-Unis. La «résolution du Tonkin», que le Congrès américain adopta avec une seule voix d'opposition, déclencha une guerre sanglante pendant dix ans en Indochine avec plusieurs millions de victimes. Il n'est pas étonnant qu'*Adolf Hitler*,

lui aussi, se soit servi de telles méthodes: avec l'attaque de l'émetteur de Gliwice, organisée par lui-même, il tenta de justifier la guerre d'agression contre la Pologne et déclencha ainsi la Seconde Guerre mondiale.

Par ses déclarations, Carla del Ponte a pour l'instant déjoué l'option d'une telle opération sous fausse bannière («False flag-operation») et a mis les bâtons dans les roues de ceux qui veulent absolument intervenir militairement en Syrie.

En 2003, n'étaient-ce pas les prétendues armes nucléaires de l'Irak, dites capables d'atteindre Londres en 45 minutes, qui ont servi de prétexte inventé à l'«alliance des

volontaires» pour envahir l'Irak? Ce n'était pas seulement «précipité», mais entièrement controuvé, car les faits prouvant cette affirmation d'alors n'existent toujours pas, même 10 ans après la conquête de l'Irak par l'«alliance des volontaires» – mais elle a provoqué des centaines de milliers de victimes innocentes. La prise de position univoque d'un inspecteur onusien n'aurait-elle pas pu éviter ce désastre?

Nous remercions Madame Carla Del Ponte pour son acte au profit de la paix, car ainsi l'on peut éventuellement encore éviter une nouvelle opération sous fausse bannière qui causerait des millions de victimes innocentes.

««L'Europe peut beaucoup apprendre ...» suite de la page 3

Ceci est une chose qui doit être discutée entre les êtres humains. Le problème, c'està-dire la contradiction fondamentale, selon laquelle les entreprises privées visant le profit doivent garantir un droit fondamental, n'est pas si évident en Europe et aux USA, parce que là il existe des médias professionnels, un comportement éthique et des résistances contre les mensonges. Là, il existe une démocratisation des médias. Mais cela n'existe pas en Amérique latine, où les médias sont traditionnellement dans les mains de l'oligarchie. Là, la stratégie consiste à former des oligopoles avec des banques et ensuite de fonder une chaîne de télévision. Mais non pas pour informer, mais pour défendre les banques et les oligopoles économiques. Là, il n'existe pas de professionnalisme, pas d'éthique. Les mensonges sont là une chose normale, parce qu'on en a l'habitude. Et cette mauvaise presse a des effets effroyables sur les droits de l'homme, sur la démocratie. C'est ce que nous dénonçons, c'est ce que nous combattons et c'est la raison du conflit avec l'opposition et certaines entreprises médiatiques.

Voyez-vous ici la raison du manque de compréhension pour les forces progressives d'Amérique latine au sein de l'opinion publique européenne?

Certainement, parce qu'entre nous il n'y a pas d'information mais uniquement de la propagande. Nous ne sommes pas les seuls à le dire.

Voyez-vous, *Mario Vargas Llosa*, de toute évidence une personne de droite, a arrêté ses activités pour le journal «El Comercio» à Lima, en signe de protestation contre l'attitude de ce dernier lors du dernier combat électoral entre *Ollanta Humala* et *Keiko Fujimori*.

Il a fait cela parce que la rédaction a détourné la vérité et mis à la porte des journalistes qui pensaient autrement. Désigner une critique envers de tels médias comme une atteinte à la liberté de la presse est tout aussi absurde que si l'on refusait une critique contre le président comme une atteinte à la démocratie. La liberté d'expression est un droit de tous. Pas seulement de ceux qui

«... en Amérique latine, où les médias sont traditionnellement dans les mains de l'oligarchie. Là, la stratégie consiste à former des oligopoles avec des banques et ensuite de fonder une chaîne de télévision. Mais non pas pour informer, mais pour défendre les banques et les oligopoles économiques. Là, il n'existe pas de professionnalisme, pas d'éthique. Les mensonges sont là une chose normale, parce qu'on en a l'habitude.»

ont eu l'argent pour acheter des machines à imprimer.

Nous voyons donc qu'il existe deux discours différents sur les droits de l'homme et la liberté d'expression en Europe et en Amérique latine. Cela joue-t-il aussi un rôle dans le cas de Julian Assanges?

Avant de parler du cas de *Julian Assange*, je voudrais encore ajouter une chose. Voyezvous, quand on ne peut pas nous critiquer, parce que les choses sont tout simplement trop évidentes, parce que la pauvreté diminue, ainsi que l'inégalité, parce que nous avons gagné les élections et qu'il y a une vraie démocratie, alors on vient avec des concepts abstraits comme la liberté.

Combien de crimes ont été commis au nom de la liberté? La Révolution française: des milliers de têtes ont été coupées au nom de la liberté.

Thomas Jefferson, un des fondateurs des Etats-Unis et auteur d'un des plus merveilleux documents de l'humanité, la Déclaration de l'indépendance, dans laquelle il est stipulé au deuxième paragraphe que chaque être humain a le droit au bonheur et à la liberté, ce Thomas Jefferson possédait environ 200 esclaves noirs. Mais Thomas Jeffer-

son n'était pas un fraudeur. Il est né à cette époque et cela était normal pour lui. Pour lui, les esclaves n'étaient pas des êtres humains, ses droits de l'homme ne valaient que pour les blancs.

Quand nos adversaires parlent aujourd'hui de droits de l'homme, alors ils pensent à leur liberté, à leurs droits. Quand nous défendons les droits et la liberté de tous, alors c'est nous qui soudain attaquons les droits de l'homme. Cela s'est transformé en un instrument de persécution et de désinformation contre les gouvernements progressifs. Parfois je pense qu'en Europe on croit bien que les prisons équatoriennes sont pleines de journalistes héroïques, qui sont enfermés là, parce qu'ils ont dénoncé la corruption du gouvernement. Venez et regardez, combien de journalistes sont en prison en Equateur à cause de leur opinion. On a infligé des peines, parce quelqu'un a blessé et tué une autre personne. Mais même dans ces cas-là, on parle d'atteintes à la liberté d'expression.

Voyez-vous ici en Europe, on a fermé une station de radio il y a quelques années, et 23 personnes ont été emprisonnées parce qu'elles ont répandu de la propagande nazi. Mais ici la civilisation domine. En Equateur, nous n'avons pas fermé de station de radio.

«Mais les pays qui parlent le plus des droits de l'homme n'ont rien signé. C'est un discours vide qui n'est pas suivi d'actes, parce que les directives correspondantes seraient ensuite engageantes. Nous voyons ici une énorme contradiction morale.»

En Equateur, on n'a jamais emprisonné personne à cause de son opinion, mais on a ouvert un procès contre un journaliste pour violation de droits de la personnalité. Mais ici, la civilisation règne tandis qu'en Equateur règne la barbarie. C'est la grande contradiction morale de l'eurocentrisme.

Mais encore brièvement au sujet de Julian Assange. C'est bizarre, n'est-ce pas? Un défenseur de la liberté de l'information et de la presse choisit un pays en tant que refuge qui limite, selon quelques médias, la liberté d'expression. Julian Assange continuera à rester sous la protection de l'Etat équatorien, que nous lui avons garantie dans l'exercice de notre droit souverain. La résolution de ce cas repose dans les mains de l'Europe.

L'Equateur fait partie des dix premiers Etats du monde qui ont ratifié le Protocole facultatif pour le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. L'Allemagne n'y pense apparemment pas. Cela est-il aussi un sujet de discussion au niveau gouvernemental?

Non, je ne m'y connais pas beaucoup avec cet accord. Mais je peux dire juste une chose en vue du cas de Julian Assange. Avant que nous lui ayons assuré l'asile, nous avons exactement étudié les directives relatives au droit international. Et c'est impressionnant: les Etats d'Amérique latine ont signé tous les accords possibles. Celui sur la Cour internationale de justice, le Tribunal de La Haye ou la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Mais ceux qui parlent le plus des droits de l'homme, n'ont rien signé. L'Equateur fait partie d'un groupe de sept Etats d'Amérique latine qui ont signé tous les accords relatifs aux droits de l'homme de la région. Le Pacte de San José contre la torture, contre la peine de mort, tout. C'est la même chose pour les accords internationaux. Mais les pays qui parlent le plus des droits de l'homme n'ont rien signé. C'est un discours vide qui n'est pas suivi d'actes, parce que les directives correspondantes seraient ensuite engageantes. Nous voyons ici une énorme contradiction morale.

Source et transcription: Weltnetz.tv, newsletter@weltnetz.tv, 26/4/13

(Traduction Horizons et débats)

L'«hiver arabe» ou la fin de l'hégémonie occidentale au Moyen Orient

Par la chute d'Assad, les Etats-Unis veulent affaiblir l'Iran au niveau géopolitique

par Albert A. Stahel, Institut für Strategische Studien, Wädenswil

Au cours de la décennie passée, les Etats-Unis sont intervenus trois fois dans des Etats arabes, sur le domaine politique ou militaire, directement ou indirectement. Chaque fois, par leur intervention, en Irak 2003, en Libye et en Egypte en 2011, les Etats-Unis ont mis fin au règne des despotes au pouvoir. Dans le cas de l'Irak, ils ont fait exécuter l'ancien homme au pouvoir, Saddam Hussein, par ses adversaires de politique intérieure. Quant à Kadhafi de Libye, ils l'ont fait émasculer et ensuite fusiller par un mercenaire à leur solde, après un bombardement massif exécuté par leur propre aviation et celle de leurs alliés de l'OTAN. Finalement, l'ancien «pharaon» égyptien, Hosni Moubarak, attend toujours, dans un procès mystérieux, sa condamnation qui pourrait déboucher sur son exécution.

Quels ont été les résultats finaux et donc les preuves d'efficacité de ces trois interventions américaines? Il ne s'agit pas d'excuser, après coup, les violations des droits de l'homme dont les trois despotes se sont rendus coupables, pourtant un coup d'œil sur la situation actuelle dans ces trois Etats se justifie pleinement. Après le retrait des Etats-Unis en 2011, l'Irak se trouve, à cause des manipulations électorales du gouvernement chiite sous al-Maliki et des intrigues du régime saoudien, au bord d'une guerre civile. Or, alMaliki profite du soutien de Téhéran, et les tribus sunnites et les salafistes sont financés et fanatisés par l'Arabie saoudite. Al-Qaïda en Irak vit un nouvel essor grâce aux Saoudiens, ce qui se manifeste dans des attentats dirigés contre les chiites et leurs institutions religieuses.

Quant à la Libye, même après l'élimination violente de Kadhafi, il y règne le chaos. On n'a pas réussi à y installer un gouvernement et une administration stables. Mais sans cela, la Libye n'a pas d'avenir. Là-aussi, c'est l'anarchie qui règne, au profit des salafistes et de leurs filières d'Al-Qaïda.

En Egypte, la chute de Moubarak a permis la prise de pouvoir des Frères musulmans et de leur président Morsi. Depuis lors, l'économie nationale égyptienne s'effrite. Le pays est déchiré par des disputes internes. Là aussi, les salafistes s'acharnent contre les minorités religieuses, par exemple contre les coptes chrétiens. La seule institution intacte serait l'armée, mais jusqu'à présent, les intentions des généraux sont restées obscures. Il se peut qu'ils se soient arrangés avec les Frères musulmans.

Le prochain candidat à la chute d'un despote est manifestement la Syrie. Après la chute de Saddam Hussein et le retrait des Etats-Unis d'Irak, al-Maliki reçoit ses directives des ayatollahs iraniens. Grâce à leur soutien du Hezbollah libanais allié et de l'alaouite al-Assad de Syrie, l'influence géopolitique de Téhéran s'étend sur la presque totalité du Croissant chiite du Moven-Orient. Aujourd'hui, la partie occidentale de l'Afghanistan, avec l'ancienne capitale d'Hérat, appartient également à la sphère d'influence iranienne. Par la chute d'Assad, les Etats-Unis entendent affaiblir l'Iran sur l'échiquier géopolitique. Ils veulent que le croissant chiite se divise en deux parties. Dans ces machinations, les Etats-Unis sont soutenus par leurs alliés saoudiens qui veulent, par cette alliance, triompher de leur ennemi chiite traditionnel, l'Iran. C'est dans ce but qu'ils soutiennent, financièrement et militairement, leurs exécutants sunnites en Syrie.

Le deuxième allié des Etats-Unis dans la région, la Turquie d'Erdogan, veut également se débarrasser d'Assad et établir à Damas un régime sunnite. Erdogan, s'inspirant de l'idée folle de la reconstruction de l'Empire ottoman, permet les livraisons d'armes aux insurgés syriens. Avec empressement, certains membres de l'OTAN, notamment la Grande-Bretagne et la France, applaudissent le déclin de la Syrie, toutefois sans réfléchir aux conséquences de la chute d'Assad. La saignée du régime syrien devrait aboutir à la division de la Syrie en

diverses parties – en un Etat sunnite et un refuge alaouite. Là, s'ouvrirait une boîte de Pandore, qui n'a jusqu'à maintenant éveillé que peu d'attention. Il ne faudrait pas seulement s'attendre à ce que les salafistes, soutenus par Riad, prennent le pouvoir à Damas, mais à ce qu'ils s'unissent très rapidement avec leurs camarades irakiens et qu'ils tentent de fonder un Grand Empire sunnite. Le résultat serait le démembrement de la Syrie et de l'Irak. Comme en Irak, la minorité chrétienne en Syrie - 10% de la population de 22,5 millions d'habitants – serait expulsée et éradiquée. La guerre civile syrienne aboutirait, tout comme en Libye, à l'anarchie supranationale et à la déstabilisation de tout le Moyen-Orient. Chaque Etat arabe, et probablement aussi la Turquie, pourraient être aspirés dans les remous de ce déclin.

La victoire des salafistes en Syrie serait probablement synonyme du règne d'Al-Qaïda à Damas, qui n'hésiterait pas, dans son zèle religieux, à prouver à l'Europe sa puissance à l'aide d'attentats. Au lieu du «Printemps», le monde arabe serait alors confronté à l'hiver. L'ancienne hégémonie des Etats-Unis et de leurs alliés au Moyen-Orient ne serait alors plus qu'une note de bas de page de l'histoire.

(Traduction Horizons et débats)

Le point de vue du général McChrystal concernant l'avenir du Moyen-Orient et de l'Afghanistan

Un reflet de la vue simpliste de beaucoup d'Américains concernant la situation du monde

par Albert A. Stahel, Institut für strategische Studien, Wädenswil

Sur invitation de la banque privée *Notenstein* SA, l'ancien commandant en Afghanistan, le général américain Stanley Mc Chrystal, a présenté le 3 mai à l'hôtel «Dolder Grand» de Zurich un compte rendu intitulé «Scenarios for an Unpredictable World - Views from a Military Leader». Après s'être présenté avec un film, le général a présenté ses réflexions concernant le développement de scénarios.

Selon Mc Chrystal, il faut d'abord isoler et évaluer les facteurs les plus importants qui déterminent un scénario. Sur cette base, il développe la logique et le contenu d'un scénario. Son élaboration exige, selon lui, un plus haut degré d'abstraction que les simulations sur ordinateur et les modèles analytiques. Et un auditeur attentif de remarquer: les scénarios et les modèles analytiques servent habituellement de base pour le développement des simulations sur ordinateur.

Après une analyse de l'insurrection en Irak, suite à l'occupation par les Etats-Unis et leur coalition des volontaires, Mc Chrystal a formulé six points concernant les «lessons learned» de cette «débâcle». S'y ajoute le fait qu'on doit se concentrer dans une guerre en tant que décideur sur le cas le plus improbable et qu'on ne doit pas se laisser paralyser par la peur. Suite aux expériences personnelles de McChrystal en Irak et en Afghanistan, la description qui a suivi s'est limitée au Moyen-Orient, que le général a désigné comme la région représentant les plus grands défis pour le monde au cours des prochaines années. Il s'est concentré avant tout sur l'Egypte et le «Printemps arabe» qui représente, selon lui, une menace pour

Il a supposé que la situation stratégique du Moyen-Orient sera à l'avenir de plus en plus déterminée par les luttes entre sunnites

Puis McChrystal a brièvement esquissé les trois scénarios suivants et leurs conséquences:

- Hyper-Contamination of the «Arab Spring»;
- Iran obtains nuclear weapons;

Regime Change in Syria.

Suite au premier scénario, il faut s'attendre à l'extension et l'augmentation de l'influence | en 1978 avec les livraisons d'armes de la CIA

des frères musulmans sur la Jordanie et l'Arabie saoudite, et une déstabilisation de tout le Moyen-Orient. L'Iran profiterait d'une telle situation et Israël serait en grand danger.

Dans le deuxième scénario, Israël serait sérieusement menacé par le développement nucléaire de l'Iran. De quelle manière les Etats-Unis imposeraient leurs intérêts stratégiques au Moyen-Orient dans une telle situation, cela reste encore incertain.

Selon le troisième scénario d'un Regime Change en Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Irak seraient précipités dans l'abîme de ce développement ce qui les déstabiliserait.

A la fin de son intervention, on a demandé au général comment il voyait l'avenir en Afghanistan après 2014. En peu de mots, il a expliqué que l'Afghanistan était en état de guerre depuis 1979, qu'à l'époque les Afghans fortunés avaient fui le pays, que les Taliban n'étaient actuellement pas populaires, que l'influence du Pakistan sur l'Afghanistan était importante et que le pays était fortement fractionné.

Concernant ces trois scénarios, il faut remarquer qu'ils illustrent de manière typique la vue officielle des Etats-Unis concernant le Moyen-Orient. Le général n'a pas mentionné le fait que ce n'est que suite à la pression d'Obama sur Moubarak et les généraux que les frères musulmans ont pu prendre le pouvoir en Egypte, ce qui a permis au Moyen-Orient de se transformer en «hiver arabe». Il n'a pas non plus mentionné le fait qu'Israël, avec ses 200 ogives nucléaires, est toujours et encore l'unique puissance nucléaire au Moyen-Orient, et que c'est en principe lui qui menace l'Iran et pas le contraire. Apparemment, McChrystal ne connaît l'Iran et sa population que par ouï-dire, ce qui n'est au fond pas surprenant, étant donné que les Etats-Unis n'ont aucune relation diplomatique avec Téhéran. Le général n'a pas non plus mentionné que l'insurrection en Syrie a été initiée par les Etats-Unis et leurs alliés, la Turquie et l'Arabie saoudite, pour affaiblir géopolitiquement la position de force de l'Iran qui est l'allié de la Syrie.

Concernant l'Afghanistan, il faut tenir compte que la guerre avait commencé déjà

aux moudjahidin. Ces livraisons eurent lieu suite aux instructions de l'expert de sécurité de l'époque, Zbigniew Brzezinski, qui voulut attirer les dirigeants soviétiques de l'URSS dans un piège («Bear Trap») pour déstabiliser ainsi le pays par une guerre d'usure. Il semble que le général McChrystal n'ait jamais visité de camps de réfugiés afghans au Pakistan, sinon il ne pourrait pas affirmer qu'en 1979 notamment les riches Afghans avaient fui. Naturellement, il y eut de tels cas, mais la majorité des réfugiés était pauvre et avait tout perdu suite à la guerre et l'expulsion.

L'information erronée sur l'impopularité des taliban est diffusée dans tous les documents américains sur la situation actuelle en Afghanistan. Le fait est que depuis l'expulsion de Mullah Omar fin 2001, les chefs des Taliban et leurs combattants peuvent exister en paix dans les provinces orientale et méridionale de l'Afghanistan contrôlées par l'ethnie des Pashtounes. Ils ont un grand soutien, et ils reprendront à nouveau le pouvoir dans ces provinces après le départ des Etats-Unis et de l'OTAN. Que le pays soit divisé entre le Nord et le Sud est un fait. Cependant cette division est le résultat des frontières artificielles imposées aux Afghans à la fin du XIXe siècle par la puissance coloniale britannique. Des ethnies, qui n'avaient rien en commun, ont été regroupées de manière arbitraire pour former un nouvel Afghanistan ou ont été séparées de l'Afghanistan, comme ces Pashtounes qui sont aujourd'hui sous la férule du Pakistan.

Quelles conclusions peuvent être tirées des propos du général mis à la retraite forcée par Obama? Il y a un grand nombre de théories sur la manière de développer des scénarios. Tout est imaginable sauf le fait que les scénarios sont la base de modèles de simulation. A propos des scénarios de McChrystal, il faut remarquer qu'ils correspondent en grande partie à la perspective américaine officielle sur le Moyen-Orient. La constatation stéréotype que l'Iran serait une réelle menace pour Israël et qu'Israël doit être protégé de l'Iran en fait partie. Pas un mot sur la politique et la stratégie américaine, menées pendant des dizaines d'années et qui notamment, suite au soutien actif de despotes, sont coresponsables de la situation actuelle au Moyen-Orient.

En ce qui concerne les propos de McChrystal sur l'Afghanistan, le général a omis de prendre en compte la situation réelle pendant ses séjours dans le pays, ou n'a pas voulu en prendre connaissance. Ou n'a-t-il simplement pas voulu contredire la vue officielle et les fausses idéalisations de l'administration Obama qui devait calmer la conscience américaine concernant le chaos menaçant après le départ des troupes?

Malgré les hautes attentes des auditeurs de la part de l'orateur, ses scénarios sur le Moyen-Orient et les propos sur l'Afghanistan doivent être considérés comme tricotés à la main. Ils sont le reflet de la vue simpliste de beaucoup d'Américains concernant la situation du monde. Une manière de voir les choses qu'avait soignée avant tout l'administration Bush et qui pourrait aussi être la raison des défaites politiques et militaires en Irak et en Afghanistan.

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur Coopérative Zeit-Fragen Rédacteur en chef Jean-Paul Vuilleumier Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich Tél. +41 44 350 65 50 Fax +41 44 350 65 51 hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch CCP 87-748485-6 IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6 **BIC: POFICHBEXXX** Imprimerie Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 - 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats. Zurich».

La garantie de qualité par le dumping des notes

La compétence de «compensation d'incompétence» voile l'échec des réformes scolaires

par Hans Peter Klein*



Hans Peter Klein (photo mad)

C'est depuis longtemps un secret de Polichinelle: les méthodes de la prétendue «garantie de qualité» de l'enseignement ne conduisent pas à davantage de savoir et de capacités, mais dissimulent le fait que les élèves ont toujours moins de savoir et de pouvoir.

Il manque de plus en plus de notions aux étudiants débutants, en particulier en sciences naturelles, soit les connaissances et les capacités fondamentales pour effectuer et réussir leurs études. La colère défoulée furtivement dans les corps enseignants à propos des directives ministérielles, concerne toutefois l'opinion publique.

On sait depuis longtemps comment on peut former le savoir et l'aptitude comme base d'une formation réelle, et comment on peut l'atteindre au mieux dans l'enseignement. Pourquoi ne laisse-t-on pas aux enseignants cette liberté de décider, de manière autonome et sur la base de leur formation, de la façon dont ils organisent leur enseignement? Finalement, c'est eux les spécialistes.

L'explosion de performances au moyen d'une orientation selon les compétences – un miroir aux alouettes?

Depuis le «choc de PISA», les politiciens et leurs conseillers en recherche empirique dans le domaine éducatif affirment que c'est seulement à l'aide de standards de formation, d'un enseignement orienté selon les compétences, de curriculum principaux, d'épreuves comparatives et d'examens centralisés jusqu'au bac centralisé que la qualité de l'enseignement peut être améliorée et qu'on peut atteindre une meilleure place au classement de PISA. La logique derrière cette standardisation est simple et pas tout à fait fausse: on recherche une mesure fiable permettant d'évaluer le niveau douteux du savoir et de l'aptitude des élèves. Si l'on en croit les partisans de ces concepts et la presse qui les soutient, alors en l'espace de peu de temps, on a apparemment réussi à élever clairement le taux des bacheliers, à réduire presque à zéro celui des redoublants, à diminuer le nombre d'élèves sortants sans diplômes, à encourager individuellement les élèves faibles et à les amener à de meilleurs diplômes, et à améliorer l'aptitude à effectuer des études en supprimant la charge de savoir inutile, - et tout cela en augmentant le niveau! Car d'année en année, le nombre de bacheliers avec la note de rêve 1 (ou mieux) augmente en même temps que le taux d'échec diminue quasi à zéro. Qui veut râler à cause de cela? Il est cependant étonnant que les voix venant de l'artisanat, de la classe moyenne et des universités n'en finissent pas de se plaindre du manque de niveau de qualification en baisse constante chez les diplômés. Les ingénieurs et les scientifiques en sciences naturelles font défaut, et dans l'artisanat, les apprentis capables d'être formés sont recherchés d'urgence. Est-ce que ce sont là les plaintes des passéistes incurables et des gens insatisfaits, ou bien qu'en est-il vraiment?

La nouvelle gestion de la qualité – le nivellement ordonné des exigences

Découvrir la raison de cette divergence et vérifier le contenu véridique des annonces de succès serait en fait un travail de recherche important. Jusqu'à présent, on n'a confié ce travail à personne. Apparemment, les euphoriques de la garantie de la qualité dans les ministères et la KMK (conférence des ministres de l'Education) n'ont aucun intérêt

«Car d'année en année, le nombre de bacheliers avec la note de rêve 1 (ou mieux) augmente en même temps que le taux d'échec diminue quasi à zéro. Qui veut râler à cause de cela? Il est cependant étonnant que les voix venant de l'artisanat, de la classe moyenne et des universités n'en finissent pas de se plaindre du manque de niveau de qualification en baisse constante chez les diplômés. Les ingénieurs et les scientifiques en sciences naturelles font défaut, et dans l'artisanat, les apprentis capables d'être formés sont recherchés d'urgence. Est-ce que ce sont là les plaintes des passéistes incurables et des gens insatisfaits, ou bien qu'en est-il vraiment?»

à vérifier leurs propres mesures de garantie de la qualité en soulevant une question scientifiquement ouverte. Quand on s'adresse aux ministères de l'Education de l'un ou l'autre Land, on nous dit que de telles questions de recherche seraient naturellement de grand intérêt - mais seulement si l'on convient à l'avance de la question, des objectifs de l'étude et du traitement des résultats possibles! On ne peut pas être plus clair: la recherche oui, mais seulement de manière politiquement et didactiquement correcte, s'il vous plaît! Sinon, le concept formaliste de garantie de la qualité dans le domaine de l'éducation, importé de la technique et de l'enseignement de la gestion, serait possiblement remis en question.

Une première désillusion sur la solution présumée à tous les problèmes de l'éducation au moyen de l'«orientation selon la compétence» a résulté d'une étude lors du bac centralisé en biologie en Rhénanie du Nord-Westphalie, présentée ici:1 des élèves d'une neuvième classe avaient réussi, sans problème et sans préparation, une épreuve de bac en biologie, option renforcée. Et le secret de cette explosion de qualité insoupconnée? Toutes les solutions étaient dans le texte du devoir, on avait seulement besoin d'une «compétence en lecture» pour les recopier ou les réécrire. Du savoir technique? De la connaissance méthodique de la matière? Fausse alarme. Cela a motivé à réaliser d'autres études, naturellement non désirées. Et le résultat: en mathématiques aussi, il suffit d'un savoir-faire quotidien, d'une compétence en lecture et d'une certaine astuce pour réussir, dans le cadre du bac centralisé, cette sorte d'exercices orientés selon les compétences.² Des élèves d'une onzième classe de lycée (G9)3 ont réussi, sans problèmes, à une épreuve de bac au moins avec la moyenne sur l'ensemble des questions posées en analyse, sans jamais avoir eu les bases mathématiques nécessaires pour trouver la solution à ces problèmes-là, traités seulement en 12e et 13^e année. Ici aussi, le truc est simple: dans un exercice où il s'agit de la fréquence cardiaque d'un coureur cycliste, qui est présentée dans des graphes, l'élève ne doit effectuer aucune opération de calcul. Il suffit de décrire le cours de la courbe donnée et de tirer la bonne conclusion des informations pratiques fournies ou éventuellement d'utiliser le savoir-faire quotidien existant. Le matériel de travail détaillé contient toutes les informations nécessaires aux élèves pour répondre correctement à la question et pour parvenir au nombre de points maximum pour cette partie de l'exercice. Le savoir mathématique préliminaire est plutôt un obstacle, car les bons élèves supposent que derrière cet énoncé se cachent des opérations de calcul compliquées à présenter. Les élèves des Länder bénis de telles épreuves, s'aperçoivent de cette bêtise et ne se sentent pas pris au sérieux. On peut lire les commentaires correspondants sur les réseaux sociaux: trivial, incitation pure et simple à recopier les textes donnés, savoir technique inutile, aucune exigence de connaissances en mathématiques etc.4 Ce fait est apparemment connu maintenant dans les plus hauts rangs des ministères de l'Education et il n'est plus contesté: lors de journées de formation, les autorités supérieures respectives instruisent clairement les responsables des disciplines des différentes formes scolaires participant au bac centralisé dans les divers Länder: ceux-ci ne doivent juger, dans tous les examens centralisés, les performances des élèves qu'à partir du traitement des multiples informations textuelles et graphiques contenues dans le matériel de travail et ne plus tenir compte des résultats dus à un savoir fondamental ou supplémentaire jusqu'à présent un facteur décisif pour juger la performance des élèves.

Lorsque les responsables de disciplines se renseignent prudemment auprès des chefs des départements compétents s'ils savent que les textes fournissent déjà presque toutes les réponses, ils apprennent avec consternation qu'on le sait bien et qu'on essaiera, à l'avenir, de ne plus formuler des exercices si évidents, mais qu'en principe, les enseignants ne doivent pas s'en soucier, cela est voulu au niveau politique.

Compétence de «compensation d'incompétence» – ou les nombreuses astuces de la gestion de la qualité

De même, toutes les autres astuces au moyen desquelles on truque les chiffres des résultats, sont connues dans les écoles: les redoublants ont pratiquement disparu, et cela seulement parce qu'une pression correspondante a été exercée sur les directeurs d'écoles et les enseignants sous forme d'une norme à respecter. Maintenant, on interdit de manière générale et ouvertement, dans les dispositions correspondantes de nombreux Länder, le redoublement d'une classe. Les élèves aux résultats insuffisants reçoivent simplement un certificat avec la note «passable». On colle aux enseignants, qui ne se mettent pas au pas, des «rapports d'objectifs» pour les certificats attribués contenant des résultats insuffisants et. lors des conseils de classe. on exerce une pression supplémentaire sur les enseignants afin qu'ils donnent le plus de notes possibles situées dans la moitié supérieure de l'échelle, finalement on se trouve en «compétition» avec les écoles voisines en ce qui concerne le nombre d'élèves, et cela sert aussi à la préservation du site scolaire et ainsi aux propres postes de travail correspondants. Le souci principal de nombreux

directeurs d'écoles touche aussi le nombre des élèves qu'il faut maintenir à tout prix. Alors, on baisse le niveau pour maintenir les parents dans la bonne humeur et pour que les autorités supérieures ne leur fassent pas de vertes réprimandes. Ainsi, les écoles en Rhénanie du Nord-Westphalie peuvent décider si elles veulent vraiment évaluer la compétence des élèves en orthographe, lors d'évaluations de niveaux d'apprentissage dans les 7° à 9° classes en allemand, ou si elles veulent dissimuler les résultats, quand ils ne plaisent pas. Un système de dissimulation et de tromperie de l'opinion publique se poursuit.

Les standards de formation et la gestion de la qualité aux USA – un scandale de fraude

Pourtant, on sait depuis longtemps ce que peuvent provoquer des «garanties de qualité» mal comprises. Récemment, Diane Ravitch, professeure à New York, ayant contribué au premier plan à imposer des systèmes de tests sous le gouvernement Bush sen., a reconnu publiquement son erreur fatale. L'ancienne combattante fervente des standards, tests, du choix libre de l'école et des «charter schools», avoue aujourd'hui ouvertement dans son livre «The Life and Death of the Great American School System. How Tests and Choice are Undermining Education»,⁵ que justement la standardisation et les processus de tests s'y référant produisent le contraire de ce qu'ils devraient en fait atteindre: le minage des contenus de formation et d'éducation. Les tests auraient dû mettre les mauvaises écoles en évidence et le choix libre de l'école permettre aux pauvres enfants de choisir une autre école: «Tout cela semblait avoir un sens, sauf qu'il y avait peu de preuves empiriques, et seulement des promesses et de l'espoir. [...] Mais peu à peu, les innombrables remarques, selon lesquelles les réformes récentes ne tenaient pas leurs promesses, m'ont convaincue. Plus je le voyais, moins j'y croyais.» Depuis le début 2010 et au cours de 2011, un scandale de fraude («cheating») a bouleversé tous les Etats-Unis dans une mesure jamais vue jusqu'à présent, après que dans les années passées encore, l'amélioration réjouissante des résultats des élèves, avant tout dans le Sud des USA, sous le gouvernement d'Obama ait été prisée comme le succès des mesures découlant de la loi du «No Child Left Behind», adoptée en 2002 par le gouvernement de George W. Bush, volontiers citée par nos politiciens. Cette loi visait à amener en l'espace de 12 ans le plus d'élèves possibles à un niveau de résultats au moins passables, et travaillait sur la base de majorations financières et personnelles, ou respectivement d'appréciation minorées pour les écoles apportant de mauvais résultats.

A l'origine, le scandale de fraude est venu d'Atlanta, où les questionnaires des élèves avec des résultats insuffisants avaient été triés par les enseignants et remplacés par des formulaires remplis correctement par euxmêmes. On a eu recours à la falsification pour parvenir à une meilleure place dans le classement national et pour éviter les sanctions infligées aux écoles et enseignants dont les élèves ont eu de mauvais résultats. La presse suppose que cela s'est déroulé en partie avec l'accord secret du gouverneur respectif, car, aux USA, l'arrivée à de meilleures places dans un classement est devenue une vraie culture, empruntée au sport, à laquelle apparemment personne ne peut se soustraire, et cela pas uniquement aux USA. En outre, de meilleurs classements rapportent des fonds supplémentaires et une bonne réputation. Maintenant, on suppose que ces séries de fraude ont eu lieu dans la plupart des Etats des USA dans une dimension plus ou moins grande. Le scandale a élargi la critique contre de tels processus de tests: «C'est cette pression idiote sur les écoles et les enseignants, qui a engendré les résultats des tests, et je crois que cela ne corrompt pas seulement les résultats, mais aussi la formation et l'éducation dans son ensemble», déclare le professeur Haney, spécialiste de tests renommé du

«Une première désillusion sur la solution présumée à tous les problèmes de l'éducation au moyen de l'orientation selon la compétence a résulté d'une étude lors du bac centralisé en biologie en Rhénanie du Nord-Westphalie, présentée ici: des élèves d'une neuvième classe avaient réussi, sans problème et sans préparation, une épreuve de bac en biologie, option renforcée. Et le secret de cette explosion de qualité insoupçonnée? Toutes les solutions étaient dans le texte du devoir, on avait seulement besoin d'une «compétence en lecture» pour les recopier ou les réécrire.»

^{*} Le professeur *Hans Peter Klein* est président de la Société didactique des sciences biologiques, cofondateur et directeur de la Gesellschaft für Bildung und Wissen e.V. Il enseigne la didactique des sciences biologiques à l'Université Johann Wolfgang Goethe de Francfort-sur-le-Main. En 2011/12, il a été professeur invité au *College of New Jersey*/USA.

L'enseignement de la culture générale préparation à la vie de citoyen responsable

par Marianne Wüthrich, juriste et enseignante retraitée à l'école professionnelle

C'est dans une nouvelle classe de formation professionnelle, d'une durée de deux ans, pour praticien en mécanique avec Attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) que je me suis retrouvée face à neuf jeunes gens. Les raisons, pour lesquelles ils préparaient cette formation réduite de deux ans de durée, étaient très diverses. Certains n'avaient - pour des causes diverses - pas réussi à s'approprier des connaissances de base suffisantes au cours de leur scolarité obligatoire. Pour d'autres, les enseignants et les psychologues avaient estimé qu'ils avaient des déficits dans leur développement personnel qui ne leur permettraient pas de poursuivre avec succès la formation professionnelle de trois ou quatre ans jusqu'au Certificat fédéral de capacité (CFC). Pourtant, j'ai dû constater au cours du premier semestre que ce diagnostic n'était pas toujours correct.

Il est d'importance fondamentale que l'enseignant en école professionnelle offre à tout jeune un nouveau départ lui permettant de développer ses aptitudes mentales et sociales. Les apprentis en formation initiale de deux ans possèdent les mêmes aptitudes que tous les autres jeunes. Je ne me laisse pas influencer par les étiquettes que certains jeunes ont reçues tout au long de leur parcours scolaire par les différentes institutions ou personnes avec qui ils ont eu à faire. Je les rencontre sans préjugés et les invite à avancer sur le chemin de l'apprentissage en commun avec les autres élèves et moi-même: «Chacun de vous qui désire apprendre et avancer dans sa vie en a la possibilité. C'est mon devoir en tant qu'enseignante de vous aider à le faire dans le domaine scolaire. Votre formateur au sein de l'entreprise le fera dans le domaine professionnel. Dans les branches de culture générale, nous allons ensemble acquérir les connaissances, dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre profession, dans votre rôle de père de famille et de citoyen à part entière dans notre pays.»

Tous les élèves reprirent visiblement courage lorsqu'ils se rendirent compte que je les acceptais sans aprioris par rapport à leur passé et que je leur proposais d'entamer leur nouvelle phase de formation, ensemble, sans mettre des limitations à l'avance sur leur développement futur.

Un enseignement organisé par le professeur lui-même, également au niveau de l'école professionnelle

Selon le «Plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale dans la formation professionnelle initiale» en vigueur depuis le 1er mai 2006, «la promotion des compétences linguistiques, méthodologiques, personnelles et sociales, de même que le développement d'autres compétences, forment le cœur de l'enseignement de la culture générale.» Et de continuer «les objectifs de formation précisent les compétences que les personnes en formation doivent acquérir ou renforcer.»

En mettant le poids sur l'acquisition des soi-disant compétences, les écoles professionnelles - comme tout autre type d'établissement scolaire - ne remplissent pas leur mission légale et ne sont pas adaptées aux besoins des jeunes. La loi scolaire du canton de Bâle-Ville par exemple élargit le devoir de formation de l'Etat explicitement à toutes les écoles de culture générale y compris les écoles professionnelles:

«§ 3a. L'école publique et les écoles de culture générale qui font suite, ont la tâche d'encourager, en complément et en aide à l'éducation dans la famille, le développement physique et mental des élèves, afin qu'ils soient à la hauteur des exigences humaines et professionnelles de la vie.

§ 3b. L'école publique transmet aux élèves les connaissances et les facultés, qui sont nécessaires pour une vie réussie dans la société et dans le monde professionnel. En même temps, elle soutient les élèves à trouver leur identité personnelle dans la société et à développer leur capacité d'apprendre tout le long de leur vie et d'agir de manière responsable envers eux-mêmes, envers leurs prochains et envers l'environnement.»

> (Loi scolaire du canton de Bâle-Ville du 4/4/1929; version du 1/1/13)

Il faut exiger des écoles publiques - et des hautes écoles pédagogiques - qu'elles remplissent leur mission légale: les enfants doivent acquérir les connaissances et les facultés nécessaires pour une vie couronnée de succès dans la société et dans le monde professionnel. Ils doivent devenir capables d'agir de manière responsable envers les hommes et l'environnement. Ou pour le dire autrement, sans sac à dos remplis de connaissances, mais aussi de la disposition à l'engagement et à la performance, de fiabilité, de respect mutuel, de comportement responsable face à autrui et de leur matériel de travail scolaire, les jeunes ne sont pas aptes pour un apprentissage professionnel. Si un jeune arrive en retard à un entretien d'embauche et s'intéresse en premier lieu à la durée des pauses de travail et des vacances, il y a un autre qui obtiendra sa place d'apprentissage c'est aussi simple que ça.

Les enseignants qui fondent leur enseignement et leur relation avec les élèves sur une conception de l'être humain en tant que personne, ne se contentent pas d'être témoins quand ils réalisent que les adolescents fabriquent quelque chose «de manière autonome» pour prétendument augmenter leur «compétences», mais ils leur enseignent une réelle culture générale.

Dans mes cours, je suis exigeante avec mes élèves: ils ne peuvent pas faire ce dont ils ont envie, comme malheureusement trop souvent dans les classes d'école secondaire. Ici, on apprend. L'enseignante instruit les élèves et transmet autant de culture générale qu'il est possible d'apprendre au cours de deux années scolaires avec quatre leçons par semaine. Voilà ce qu'il faut en première ligne:

- La maîtrise de la langue maternelle comme condition de base pour l'acquisition d'une bonne formation: perfectionner l'expression orale et écrite, apprendre à écrire correctement au niveau de la grammaire et de l'orthographe, lire un livre ensemble et en discuter en classe – sans aptitude à la parole, pas de formation!
- La préparation à une vie comme citoyen responsable: connaître l'Etat suisse et les fondements de la démocratie directe, du fédéralisme et de la neutralité armée perpétuelle; connaître sa propre commune et les diverses possibilités de s'engager activement dans sa vie communale; lire et discuter des articles de journaux; comprendre les sujets de votations à l'échelon fédéral, cantonal et communal et se former une opinion fondée.
- La préparation à une vie familiale et professionnelle: apprendre les fondements légaux les plus importants du vivre-

Suite page 8

«La garantie de qualité par le ...»

suite de la page 6

Boston College. Au plus tard depuis ce scandale de falsification des notes, la loi du «No Child Left Behind» est considérée comme un échec, car les objectifs ne peuvent pas être

Standards de formation et gestion de la qualité en Allemagne – une forme plus subtile du «cheating» américain

Alors qu'aux Etats-Unis, les créateurs de tests ont tendance à exiger des résultats toujours plus élevés, on emprunte chez nous le chemin inverse: on améliore dans les bureaux les examens de bac non convenables et les épreuves centralisées du Land ou de tout le pays sont gardées sévèrement sous secret dans les écoles sélectionnées, jusqu'à ce qu'on les «assouplisse» de telle sorte que personne ne puisse plus échouer. On fait miroiter aux élèves, aux parents et à l'opinion publique qu'on a effectivement atteint de meilleurs résultats. Mais ce qui se passe dans les écoles supérieures indique toujours plus qu'il n'en est pas ainsi: la préparation des étudiants débutants est en majorité totalement insuffisante pour réussir des études, surtout dans les sciences naturelles. Le ministère fédéral de l'Education et de la Recherche (BMBF) - donc ce ministère qui a encouragé financièrement avec des sommes considérables, durant ces douze dernières années, les concepts de la recherche empirique dans le domaine de la formation à l'aide de standards de formation, de l'orientation vers les compétences et tous les processus de tests centralisés et décentralisés – ce ministère, donc, dépense maintenant à nouveau des millions dans des sortes de cours de rattrapage pour les bacheliers dans le cadre de cours-passerelles. En même temps, ici aussi la pression sur les enseignants des écoles supérieures augmente, afin qu'ils réduisent de manière drastique le taux d'échec. Il n'y a d'argent de l'Etat que pour les étudiants qui ont terminé leurs études dans le délai prévu. Les taux d'échec extrêmement élevés dans certaines universités allemandes, en particulier en mathématiques et dans l'ingénierie, montrent qu'un fossé toujours plus profond se creuse entre les matières scolaires orientées

«L'étude longitudinale germano-suisse sur la qualité de l'enseignement en mathématiques a également conclu qu'on peut s'attendre à un succès de l'enseignement quand l'enseignant a) dispose d'un savoir différencié et fondamental de la matière, b) a recours à une structure d'enseignement clairement organisée, c) exige une mesure nécessaire de discipline dans ses cours et d) crée une bonne atmosphère d'enseignement. Les travaux de groupes ont conduit, à la grande surprise même des chercheurs, à de plus mauvais résultats.»

selon les compétences, et les matières pratiquées dans les universités. Apparemment, personne ne se pose la question de l'origine de ces échecs, à savoir, que justement pour les études de mathématiques et de l'ingénierie, les connaissances en mathématiques sont présupposées, et que les mathématiques quotidiennes prescrites aux écoles, couplées de la compétence en lecture selon PISA, de toute évidence ne suffisent pas.

Perspective

Au lieu d'abaisser le niveau par de tels «assouplissements» ainsi que par une méthodique et une didactique de plus en plus grotesques, et au moment où l'on décrète un changement de rôle de l'enseignant qui devient un accompagnateur d'apprentissage tout en interdisant la transmission certainement nécessaire du savoir de bases fondamentales dans les différentes matières – en particulier dans les sciences naturelles qui ne sont justement pas a priori existantes ou à acquérir tout seul - il serait temps de revenir à l'apprentissage propre. On sait depuis longtemps comment le savoir et les connaissances naissent en tant que bases d'une formation réelle, et comment on peut atteindre celles-ci au mieux dans l'enseignement. Pourquoi ne laisse-ton pas aux enseignants cette liberté de décider par eux-mêmes, de façon autonome et en raison de leur formation, de la manière dont ils organisent leur cours, car finalement ce sont eux les spécialistes et non pas les empiristes ou autres gourous auto-désignés qui apparaissent en ce moment miraculeusement dans le domaine de la formation dans l'un ou l'autre Land. Ici, le rôle décisif et souverain

de l'enseignant en Finlande, où l'enseignant est libre, pour son enseignement, de choisir dans le réservoir de méthodes différentes celles qui lui semblent les plus appropriées, n'est pas le seul modèle. La plus grande étude comparative jamais réalisée dans ce domaine par John A. C. Hattie, «Visible Learning: A Synthesis of Over 800 Meta-Analyses Relating to Achievement»6 en 2009, montre clairement l'importance capitale de l'enseignant pour le processus de formation, dont on ne veut apparemment pas prendre connaissance ici. En même temps, on met fin au préjugé selon lequel un enseignement centré uniquement sur les élèves conduit à de meilleurs résultats: les résultats de cette étude montrent que le rôle de l'enseignant comme «activator», avec des instructions effectuées par l'enseignant a beaucoup plus de succès que le rôle de l'enseignant, en tant que «facilitator», c'est-àdire accompagnateur. Justement, le «reciprocal teaching» si controversé chez nous, qui se rapproche du principe de l'enseignement par l'entretien dirigé à l'aide de questions, atteint dans cette étude comparative les plus hauts taux de succès. Il est aussi intéressant qu'ici le «problem-based learning» s'en tire particulièrement mal. L'étude longitudinale germano-suisse sur la qualité de l'enseignement en mathématiques⁷ a également conclu qu'on peut s'attendre à un succès de l'enseignement quand l'enseignant a) dispose d'un savoir différencié et fondamental de la matière, b) a recours à une structure d'enseignement clairement organisée, c) exige une mesure nécessaire de discipline dans ses cours et d) crée une bonne atmosphère d'enseignement. Les travaux de groupes ont conduit, à la grande

surprise même des chercheurs, à de plus mauvais résultats. Quel enseignant ne désigneraitil pas sans hésiter ces quatre points également comme essentiels? Le primat des méthodes sur les résultats ne se manifeste dans aucun pays de l'OCDE aussi clairement qu'en Allemagne. Tout au contraire, justement, dans les pays anglo-saxons et asiatiques, mais aussi chez nos voisins de France, on préfère un enseignement du «teaching to the test», qui ne devrait naturellement pas nous servir forcément de modèle. La diversité de l'emploi des méthodes devrait être la solution qui fait apparaître à l'élève les cours comme variés et intéressants. Au lieu de cela, l'enseignant est dégradé ici au niveau d'un larbin de la recherche empirique dans le domaine éducatif, dont les constructeurs pour un soi-disant meilleur enseignement ne trouvent rien d'autre à créer qu'un pool d'exercices sous forme de feuilles de travail, dans le cadre de modèles pour un développement de compétences totalement controversé. L'enseignant a le droit de les distribuer à ses élèves et de les ramasser après dans le cadre d'une approche d'enseignement de didactique sur papier. En même temps, il doit veiller, dans la mesure du possible, à ne pas fausser les résultats des saisies de données quantitatives à travers une influence gênante venant de lui. Et l'on devrait commencer à se poser la question de savoir pourquoi on continue à rapiécer les façades des villages Potemkine de la formation, fissurées depuis longtemps?

(Traduction *Horizons et débats*)

- Klein, HP (2010): Die neue Kompetenzorientierung: Exzellenz oder Nivellierung? Journal für Didaktik der Biowissenschaften JfdB 1, 1-11
- Klein, HP, Jahnke, Th (2012): Die Folgen der Kompetenzorientierung im Fach Mathematik. Vierteljahresschrift für wissenschaftliche Pädagogik (est à l'impression).
- Cursus de 13 années scolaires au contraire de G8, n'ayant plus que 12 années (ndlt.)
- www.uni-protokolle.de/foren
- Ravitch, D. (2010): The Death and Life of the Great American School System: How Tests and Choice are Undermining Education. Basic Books,
- Hattie, J.A.C. (2009): Visible Learning. A Synthesis of Over 800 Meta-Analyses Relating to Achievement. Routledge, Chapman&Hall, New York
- www.dipf.de/de/projekte/Pythagoras

«L'enseignement de la culture ...» suite de la page 7

ensemble dans notre pays (le droit familial, le droit du travail, le droit pénal, la législation routière, mais aussi les bases morales ainsi que les fondements du droit international – la Convention des droits de l'homme de l'ONU, le droit international humanitaire; la compassion et le respect envers les prochains; la discussion de questions fondamentales humaines telles la guerre et la paix, un ordre économique équitable et bien d'autres choses.

Travail d'apprentissage autonome seul ou à deux

Il va de soi que les apprentis travaillent dans les cours de culture générale, correspondant à leur âge, souvent aussi de manière autonome, mais «l'apprentissage autonome» représente dans ma salle de classe tout autre chose que la prétendue acquisition d'«auto-compétence», que Fratton & Co.1 tentent de nous l'imposer. Dans mes classes, les élèves acquièrent d'abord, dans l'enseignement dispensé, les connaissances nécessaires et ils peuvent élucider leurs questions. Pour l'approfondissement, ils appliquent ensuite ce qu'ils ont appris et franchissent de manière autonome, d'autres étapes d'apprentissage compréhensibles pour eux. Normalement, ils peuvent alors travailler ensemble avec un camarade de classe. Le travail à deux (ou trois), comme rajout à l'enseignement en classe, est pour nos élèves une forme d'apprentissage sensée. A cette occasion, je fais attention à ce que les deux partenaires d'apprentissage collaborent de manière constructive. Quand deux élèves deviennent inattentifs et perdent leur tâche de vue, j'élucide avec eux la cause: y a-t-il quelque chose qu'ils ne comprennent pas, ont-ils besoin d'une explication pour trouver la réponse et continuer leur travail? Souvent, il ne faut qu'un petit coup de main ou un encouragement et les deux se remettent au travail. Quelquefois, il arrive aussi que l'un des deux dérange l'autre au travail ou qu'il le laisse faire tout le travail seul. Dans ce cas, je demande aux élèves s'ils préfèrent travailler avec d'autres partenaires - ou bien celui qui dérange se décide à investir son énergie dans la collaboration au lieu du dérangement.

Renforcer les liens avec autrui

Chaque semaine, nous avons quatre leçons ensemble, nous apprenons et nous reparlons régulièrement en classe des questions qui touchent à l'apprentissage et à l'apprentissage en commun. Mes neuf élèves se mettent avec moi au travail et développent une communauté de classe heureuse. Trois parmi eux se révèlent être tout à fait capables de s'intégrer plus tard à la filière CFC de trois ou quatre ans. Il fait aussi partie de ma tâche en tant qu'enseignant de culture générale de leur donner l'encouragement nécessaire et l'aide pratique pour atteindre ce but. D'autres sont heureux et fiers de leur formation, et s'engagent à fond dans leur travail. Je les soutiens également. Bien sûr que les camarades de classe s'intéressent mutuellement au travail des autres et aux projets d'avenir de chacun. Il fait partie de la nature de l'homme de s'intéresser à son voisin, à autrui dans son village, son pays et dans le monde. C'est pourquoi la prise en compte notamment de l'actualité politique et sociale accompagnée de la question «Que puis-je moi, que pouvons-nous contribuer?» fait partie de la base de la culture générale que l'enseignant en école professionnelle doit transmettre à ses élèves.

Comme illustration, nous ajoutons ci-dessous la magnifique mission de formation contenue dans la Convention des droits de l'enfant:

Art. 29

- (1) Les Etats parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à:
- a) favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;
- b) inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies;
- c) inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et



L'enseignement dirigé par le professeur est la méthode d'enseignement où les enfants apprennent le mieux. (photo keystone)

de ses valeurs culturelles, des valeurs nationales du pays dans lequel il vit et le cas échéant du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne;

- d) préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et les groupes ethniques, nationaux et religieux et avec les personnes d'origine autochtone;
- e) inculquer à l'enfant le respect du milieu

(Accord sur les droits de l'enfant, du 20 novembre 1989; entré en vigueur pour la Suisse le 26 mars 1997; état du 8 avril 2010)

Erich, 18 ans, apprend la table de multiplication

Un des élèves de la classe mentionnée m'est resté particulièrement en mémoire: Erich, qui avait passé ses dix années scolaires dans un établissement d'enseignement spécialisé. Lors des cours de mathématiques, je n'avais rien noté de particuliers tant que nous effectuions des additions et des soustractions. Il savait additionner et soustraire par oral et par écrit. Cependant, quand j'ai voulu introduire le calcul des pourcentages, il n'a plus rien compris. J'ai essayé de lui expliquer le principe, les camarades de classe sont venus à la rescousse. Sans succès. Finalement, Erich a rassemblé tout son courage et a avoué: «Je ne connais pas ma table de multiplication.» Dans un entretien avec toute la classe, nous avons appris que ses enseignants avaient renoncé, à partir de la quatrième classe, à lui apprendre la table de multiplication - et aussi la technique opératoire de la multiplication et la division! Dès lors, il a assisté tout le reste de sa scolarité aux leçons de mathématiques sans rien apprendre.

J'ai réfléchi sérieusement à cette problématique et j'en ai parlé avec des maîtres d'école primaire expérimentés pour savoir comment aider Erich. Nous étions tous d'accord que c'était un vrai scandale qu'un enfant tout à fait sensé soit délaissé de cette manière à l'école publique obligatoire. Ses instituteurs se sont défaussés de la responsabilité en «libérant» ce garçon de l'objectif éducatif d'apprendre la table de multiplication – c'est-à-dire d'une partie fondamentale de la matière des mathématiques! Ainsi ils l'ont activement exclu de l'égalité des chances.

Chaque personne normalement intelligente peut apprendre cela

La semaine suivante, lors de notre jour de classe, j'en ai parlé à Erich et à toute la classe: «Si vous voulez, Erich, vous pouvez apprendre la table de multiplication dans nos cours de mathématiques.» Les élèves m'ont demandé si c'était encore possible d'apprendre le livret à 18 ans alors que cela n'avait pas fonctionné auparavant. J'ai répondu que chaque personne normalement intelligente pouvait apprendre cela, également à l'âge adulte, et qu'Erich était un jeune homme intelligent, comme nous nous en étions tous déjà rendus compte. Klaus s'est moqué: «Il ne connaît même pas ses tables!» J'ai répliqué: «Je ne suis pas si sûr que chacun dans cette salle soit aussi courageux qu'Erich peut-être que nous apprendrions toutes sortes de choses que l'un ou l'autre de vous ne sait pas encore.» Les élèves ont souri et Klaus a

rougi car tous savaient qu'il était en mauvais termes avec l'orthographe. Alors j'ai demandé à la classe: «Est-ce que quelqu'un parmi vous a déjà, une fois, pensé: «Cela, je ne l'apprendrai jamais!> et l'a quand-même appris par la suite?» Les expériences ont fusé et moi-même j'ai raconté ma propre expérience avec la bicyclette: je ne pouvais pas m'imaginer que je réussirais à garder l'équilibre sans que mon vélo ne se renverse. Mes praticiens en mécanique avaient naturellement peu de compréhension pour cela: ils ont trouvé qu'apprendre à faire du vélo, c'était «facile comme tout», mais qu'apprendre à lire et écrire avait été pour certains tout le contraire à l'école primaire. Ainsi, les jeunes ont fait l'expérience que tout le monde a des problèmes dans certains domaines de la vie et qu'avec les forces unies, il est possible de surmonter des obstacles qu'on croyait insurmontables.

Il faut le soutien adéquat et la confiance de l'enseignant

Une semaine plus tard, Erich a consenti, de manière hésitante, à vouloir essayer d'apprendre les tables de multiplication. Ce n'était pas seulement pour lui, mais pour moi aussi, une nouvelle expérience. Mais à cause de mes antécédents et de mes connaissances pédagogiques, j'étais absolument sûre qu'il aurait du succès, s'il était bien décidé. Au cours de ma formation pratique sous la direction d'enseignants expérimentés, j'avais rencontré de nombreux jeunes gens qui avaient été abandonnés dans les premières années scolaires par leurs parents et leurs enseignants sur la base de fausses théories, mais avaient plus tard pu se développer avec succès, grâce au soutien adéquat et à la confiance de leurs enseignants. Ainsi, je suis parvenue à la conviction que nous, pédagogues, ne devions jamais enfermer un enfant dans un schéma préétabli et l'empêcher ainsi de se développer.

Je disposais de ces convictions, quand j'ai commencé à enseigner les tables de multiplication à Erich. J'étais prête à avancer, étape par étape, avec lui et avec la classe. Comme il avait déjà 18 ans, il était donc adulte, je l'ai pris comme tel, dès le début. En guise d'introduction, je lui ai dit, à lui et à ses camarades de classe: «Chaque semaine, je vais préparer un programme spécial pour vous, Érich. Je peux m'arranger à faire des calculs avec vous chaque semaine pendant 15 à 20 minutes au cours de la leçon de mathématiques. A la maison, vous aurez à vous entraîner assidûment. Vous déciderez chaque semaine si vous êtes d'accord d'apprendre, vous vous engagerez volontairement d'une semaine à l'autre. Cela ne se passera qu'avec votre volonté, avec votre accord. Mais il nous faut également l'assentiment des camarades de classe: êtes-vous prêts à travailler en silence pendant un certain temps de la leçon de mathématiques et à résoudre les exercices que je vous donnerai, pour que je puisse travailler de manière concentrée avec Erich?»

Erich et ses camarades se sont déclarés d'accord de plein cœur. Nous étions tous impatients de voir comment cela se passerait.

Avec l'aide d'un enseignant d'école primaire, j'ai écrit à la main la première feuille d'exercices. Nous avons commencé avec la table de deux. Pour la semaine suivante, Erich a appris cette table de façon impeccable, il la savait dans l'ordre et de façon mélangée. Pendant la leçon de mathématiques, j'ai vérifié ses connaissances et ensuite, j'ai introduit la table de dix. Certains camarades – dont

Klaus! – étaient prêts à travailler avec lui et à l'interroger pendant la pause de midi ou après l'école. Bientôt, j'ai réalisé qu'Erich était capable d'acquérir simultanément la division avec la table actuelle. Après chaque nouvelle table, nous avons répété les tables déjà apprises également de façon mélangée. Etant donné qu'il connaissait déjà l'addition et la soustraction, je lui ai aussi expliqué la multiplication et la division par écrit, et il a commencé à calculer également avec des nombres plus grands.

L'enseignant a un effet positif quand il dirige l'enseignement de façon active

La confiance qu'Erich m'accordait en tant qu'enseignante était fondamentale pour la réussite de son apprentissage. Son vécu était basé sur le respect que j'avais pour lui. En effet, j'étais convaincue qu'il pouvait apprendre les tables de multiplication comme tout le monde. Le fait que ses camarades de classe se sont engagés tout naturellement pour que chacun fasse son travail pendant la leçon de mathématiques, était aussi de grande importance: pendant que les autres travaillaient les pourcentages et les fractions, Erich apprenait tout naturellement les tables de multiplication.

Six mois plus tard, Erich connaissant ses tables ainsi que la multiplication et la division par oral et par écrit - et cela en 20 minutes par semaine avec moi, plus le soutien de ses camarades, plus l'entraînement assidu à la maison. Pas une seule fois, il ne s'était défilé. Chaque semaine, il a accepté à nouveau de franchir la prochaine étape. Chaque semaine, il a fait ses devoirs. Il est devenu de plus en plus studieux et heureux quand il a réalisé qu'il pouvait réellement faire face à cet obstacle qui lui semblait auparavant insurmontable. Et cette expérience a également eu des répercussions positives sur ses camarades de classe. Toute la classe avait repris de l'optimisme et de la confiance pour leur propre apprentissage - et une certaine assurance qu'en commun, tout va mieux dans la vie.

Cette exemple prouve que les élèves — même quand ils sont plus âgés — aiment travailler avec l'enseignant et que l'enseignant a un effet positif quand il dirige son enseignement de façon active.

Pour terminer, un extrait du grand pédagogue Alfons Simon, issu de la tradition de la psychologie individuelle d'Alfred Adler, sur l'importance, pour la classe toute entière, de l'attention et l'aide particulière de l'enseignant face à un enfant qui a réellement besoin de son aide. Dans son livre intitulé «Helga», il décrit le développement d'un enfant que l'enseignant aide à sortir de ses difficultés en s'occupant particulièrement de cet enfant au sein de sa classe. On lui a reproché que les autres enfants étaient lésés dans une telle situation. Voici sa réponse:

«D'accord, – voilà ce qu'on nous a répondu à maintes reprises – d'accord, Helga et l'enseignante peuvent être satisfaites de ce qu'elles ont réalisé. Mais le prix, n'était-il pas trop élevé? Les autres enfants, n'ont-ils pas dû payer ce beau résultat en étant lésés, surtout dans leur enseignement? L'enseignante, n'a-t-elle pas dû investir infiniment plus d'efforts et de temps pour Helga, qui lui ont ensuite manqué pour les autres enfants? [...]

L'atmosphère qui s'est de plus en plus apaisée, la sympathie croissante entre l'enseignante et les enfants, et aussi entre les enfants et Helga, la confiance mutuelle entre tous, le climat calme «souvent au beau fixe» a créé les conditions les plus favorables à n'importe quel type de croissance pour tous les enfants et pour leur l'apprentissage. [...]

La meilleure chose, à savoir que dans de telles classes, la confiance en soi croît silencieusement dans chaque enfant, ne peut pas être prouvé statistiquement. Cela se reflète dans les visages, dans l'attitude et dans l'affection évidente que les enfants éprouvent pour leurs enseignants, et dans ce qu'ils racontent d'eux à la maison. [...]»

Mais même le succès mesurable de l'apprentissage est supérieur à la moyenne dans de telles classes.

(Alfons Simon, *Helga, Kindernöte, Erziehersorgen, Wege und Hilfen*, Zurich 1958, p. 90/91)

cf. «La pochette-surprise des marchands de l'éducation» in: *Horizons et débats* n° 33 du 20/8/12 et «Neue Lernkultur» im Musterländle» par Matthias Burchardt et Jochen Krautz dans «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 10/5/13.